

La guerre est un crime

Du même auteur

1. *Évangéliser les médias, un défi chrétien*, Edilivre, Paris, 2016.
2. *Médias et formation à la vie consacrée*, Edilivre, Paris, 2015.
3. *Jésus au bout du clic. L'Église répond à la communication*, Baobab, Kinshasa, 2014.
4. *Une seule chose te manque. Méditation à l'occasion de mes vingt-cinq ans de sacerdoce*, Baobab, Kinshasa, 2013.
5. *Philosophie africaine, philosophie de la communication. L'universel au cœur du particulier*, L'Harmattan, Paris, 2012.
6. *Philosophie africaine, philosophie de la communication. L'universel au cœur du particulier*, Baobab, Kinshasa, 2011.
7. *Prêtre dans la rue*, troisième édition augmentée à l'occasion de l'Année du sacerdoce (2009-2010), Baobab, Kinshasa, 2010.
8. *Jésus au micro. Églises d'Afrique appelées à la communication*, Baobab, Kinshasa, 1994.
9. *Liberté d'expression*, L'Épiphanie, Kinshasa, 1993.
10. *Maintenant ou jamais*, chroniques, Sélect, Kinshasa, 1993.
11. *Sans jambages*, poèmes, Editions du Trottoir, Kinshasa, 1993.
12. *Prêtre dans la rue*, deuxième édition augmentée, Baobab, Kinshasa, 1992.
13. *Prêtre dans la rue*, Le Bel Elan, Louvain-la-Neuve, 1990.

Jean-Baptiste MALENGE Kalunzu

**La guerre
est un crime**



Baobab, 2017

© Editions Baobab, 2017

3145, avenue Kasa-Vubu
Kinshasa-Kintambo
B.P. 8251 Kinshasa 1
R.D. Congo

baobab@isemomi.org

Dépôt légal : DB 3.01612-57396
ISBN : 978-99951-86-10-1

A Marjan Hoeijmakers

Pour la marche
sur les pas
de François d'Assise

et pour la visite
chez Erasme de Rotterdam

« Le guerrier n'est pas toujours un criminel,
mais la guerre est toujours un crime ».

Jean-Marie Muller, *Le principe de non-violence. Une
philosophie de la paix.*

« Douce est la guerre pour ceux qui ne l'ont
pas vécue ».

Desiderius Erasmus, Adages, 3001.IV, I, 1

« Quand on dit qu'il y a guerre tribale dans un pays,
ça signifie que des bandits de grand chemin se sont
partagé le pays. Ils se sont partagé la richesse ; ils se
sont partagé le territoire ; ils se sont partagé les
hommes. Ils se sont partagé tout et tout et le monde
entier les laisse faire. Tout le monde les laisse tuer
librement les innocents, les enfants et les femmes. Et
ce n'est pas tout ! »

Ahmadou Kourouma, *Allah n'est pas obligé.*

Table des matières

Introduction

La guerre sent mauvais	11
1. Comprendre la guerre ?	25
1. La guerre des philosophes ?	27
2. La parole et la violence	34
3. La raison au piège de la guerre ?	42
4. Les « raisons » de la guerre	53
Conclusion	58
2. La parole qui tue	61
1. Journalisme embarqué et crimes contre les journalistes	62
2. Donner la parole à la violence ?	74
3. Des journalistes chez les rebelles ?	81
4. Journaliste et tueur ?	88
5. Puissance et impuissance	91
Conclusion	98
3. Prier pour la guerre ?	101
1. La Bible pue mais rassure	102
2. Avec Jésus, contre la haine et la vengeance	106
3. L’Afrique des pasteurs chefs de guerre	110
4. Eglises profanées et pasteurs ciblés en RDC et au Rwanda	115
5. François, pape de la non-violence	126
Conclusion	134
Conclusion	137

Introduction

La guerre sent mauvais

Tout commence par le corps. Le cœur, l'estomac, le nez. Les yeux tentent de repousser la vue du sang répandu. Il y a surtout des odeurs...

« *Nous sentions mauvais* », m'a dit une religieuse Burkinabè me racontant la guerre vécue en 1998, dans sa vie missionnaire au Congo-Brazzaville. Avec deux consoeurs, un prêtre et l'évêque, elle a passé trois jours dans une étroite cellule de caserne militaire, après trois premiers jours de marche forcée. Les jeunes soldats commis à leur garde étaient censés les accompagner jusqu'aux lieux d'aisance. Et il y avait, parmi ces soldats, des enfants connus qui avaient parfois servi la messe dans l'église paroissiale... Nous n'avons jamais accepté d'y aller, renseigne la religieuse.

Au lendemain du retrait des rebelles du mouvement dit du M23 de la ville de Goma qu'ils avaient occupée du 20 au 1^{er} décembre 2012, le

journaliste Alain Diasso a écrit : « *A Goma, ça 'pue' du M23¹*. » Le commentaire du journaliste accuse la « roublardise » des membres du mouvement rebelle dissimulé dans la ville et autour de la ville.

Les récits feraient croire à l'univers de *La vie et demie* ou d'un autre roman du congolais Sony Labou Tansi. Tout y pue la violence et la mort. Entre la fiction et la réalité, la guerre tend à supprimer toute différence.

Pour sa part, le journaliste Laurent Houssay de l'Agence France Presse rapporte les propos d'Edith Bouvier, reporter de guerre, pour qui la guerre, « *c'est l'odeur de la mort qui ne disparaît pas, même après dix douches, il faudrait pouvoir s'en défaire, comme on range son gilet pare-balles et son téléphone satellitaire²* ».

Mais dans le registre, c'est plutôt de Basankusu, dans la province de l'Équateur, que nous vient le titre. L'évêque de Basankusu avait une

¹ <http://direct.cd/2012/12/04/goma-ca-pue-du-m23.html>

² Lire Laurent Houssay, « Cette odeur de mort qui ne disparaît pas », <http://blogs.afp.com/makingof/?post/2013/09/09/Cette-odeur-de-mort-qui-ne-dispara%C3%A0Et-pas&pub=0#pr>

expression favorite : « *Bitumba solo mabe !* La guerre sent mauvais ! »

Pendant des années, Mgr Joseph Mokobe a fait répéter la phrase au cours de ses homélies. A Basankusu, nul ne souhaitait revivre les années de guerre. Beaucoup ont perdu des parents. Des familles et des couples se sont disloqués et pour longtemps.

Chacun a emporté dans son corps des odeurs et des détonations. L'aéroport de Basankusu avait été un enjeu stratégique pour l'armée gouvernementale de Kinshasa et celle du chef rebelle Jean-Pierre Bemba. Jamais de mémoire d'homme on n'avait entendu pareilles détonations qui secouaient les intestins.

Comme adulte, je n'ai jamais vécu la guerre. Mais je ne m'estime pas du tout heureux pour autant. Contrairement à ce qu'a pu penser le philosophe hollandais Erasme au seizième siècle, la guerre n'est pas douce pour moi qui ne l'ai pas vécue. Mais jusqu'où ne suis-je pas une victime collatérale de bien des guerres ?

Certains médias semblent tant se délecter des coups de feu, des enfants soldats, des déplacés de guerre et des massacres. Tels sont leurs « sujets » favoris. Des chefs de guerre parés des meilleures intentions et promis aux meilleurs postes dans une

vie politique postérieure, tels sont les meilleurs interlocuteurs et invités préférés de tels médias. Ainsi, dans les paysages africains, ne devraient briller que d'anciens seigneurs de guerre !

Ce sont des intellectuels qui donnent leur caution à des entreprises guerrières. Et des Eglises consacrent des prières d'invocations pour la survenue de la guerre destinée à consumer des ennemis, à brûler des adversaires politiques que la compétition démocratique, par des élections notamment, ne peut contraindre à l'abandon et donc à l'alternance souhaitée.

J'ai entendu beaucoup de récits de guerre racontés par des survivants. Mais c'est toujours en vain que je demande d'écrire l'un ou l'autre épisode pour renseigner notre futur commun et pour ainsi rendre sage et prévenir de nouvelles guerres. Le seul rappel des événements vécus fait trop mal, répondent certains. Ils promettent de laisser passer un peu le temps pour cicatriser des blessures. D'autres trouvent difficile d'apprendre l'art d'écrire avec un récit qui est déjà dur à porter. Apprendre à écrire semble plus traumatisant encore. Il y en a qui s'imaginent qu'écrire doit même être plus difficile que de vivre une guerre.

Et voilà pourquoi je m'oblige ou me résous à traduire à ma manière la conviction qui résume bien des récits entendus : la guerre est un crime.

Ces quelques pages veulent donc modestement considérer l'affirmation selon laquelle la guerre est un crime. Il ne s'agit pourtant pas de rapporter des émotions. Au défi de l'actualité, il s'agit ici de prévenir contre la culture de la violence qui tend à s'imposer dans les consciences et qui affleure dans les discours. C'est un devoir d'intelligence qui est exercé ici. C'est un appel de la philosophie dans ce que cet amour de la sagesse plaide radicalement pour la vie.

La biographie officielle de bien des personnalités politiques escamote la période de leur vie passée dans une rébellion. Ces hommes et femmes préfèrent s'afficher comme des artisans de la paix. Ils émeuvent bien lorsque, la main sur le cœur, ils dénoncent tout nouveau seigneur de guerres. Et les hérauts des guerres d'hier deviennent ainsi des héros de la paix d'aujourd'hui ! Un Paul de Tarse, persécuteur devant l'éternel, est bien devenu un jour l'apôtre de la paix. L'ancien président sud-africain Nelson Mandela, enterré le 15 décembre 2013 comme l'icône mondiale de la non-violence des temps modernes, ne figurait-il pas, jusqu'en 2008, sur la liste des terroristes reconnus par les Etats-Unis d'Amérique ? Il était le fondateur de la branche armée de son parti politique. Il avait posé des bombes.

Il faut des journalistes pour rappeler le passé récent des uns et des autres. Mais les journalistes

et les chefs militaires ne filent pas toujours le parfait amour. Dans l'est de la République démocratique du Congo, le dimanche 1^{er} septembre 2013, Vianney Kazarama, porte-parole du mouvement rebelle du M23, a publié sur sa page Facebook un message en langue swahili promettant du « bon plaisir » à un journaliste de Goma. L'organisation *Journaliste en danger* a traduit le message : « *Il y a un journaliste de Goma qui a oublié son métier en propageant de fausses informations. Qu'il ne s'inquiète pas, car dans peu de temps, nous allons poser un petit acte qui lui fera grandement plaisir. Chers frères bien aimés, cela va vous choquer, mais nous en tant qu'armée, nous savons ce que nous faisons...* ».

Et le communiqué de *Journaliste en danger* (JED) déplore, bien sûr, la menace. Et de poursuivre : « JED condamne et dénonce vigoureusement ces menaces proférées contre un acteur des médias qui n'a fait qu'user de sa liberté d'expression en publiant une analyse intellectuelle sur un réseau social. JED demande à monsieur Vianney Kazarama du M23 de retirer ses propos et à tous les groupes armés opérant dans l'Est de la RDC de respecter scrupuleusement la liberté de la presse et d'expression dans les localités sous leurs contrôles. En tout état de cause, JED tiendra le M23 et ses dirigeants pour responsables de tout acte fâcheux qui pourra attenter à la vie de

n'importe quel professionnel des médias opérant présentement à l'Est de la RDC¹. »

Le chef de guerre doit se croire devant une bonne blague à lire ces menaces de l'Organisation de défense des journalistes. *Journaliste en danger* est dans son rôle de défendre... les journalistes en danger. Mais que dire au-delà de la liberté d'expression et au-delà de la personne des journalistes ?

Entre 1998 et 2002, les évêques de la RDC ont dénoncé plusieurs fois les profanations des églises commises par le mouvement rebelle du RCD-Goma. Mais on se demandait bien comment des bandits armés qui éventraient des femmes enceintes iraient se recueillir devant le saint-sacrement dans une chapelle abandonnée par des religieuses en fuite. Pendant la même période, à Molegbe, dans la province de l'Equateur, un chef rebelle du Mouvement de Libération du Congo avait choisi la chapelle des religieuses comme sa chambre à coucher. Dans la province du Katanga, en février 2013, un chef des miliciens Bakata-Katanga a choisi de s'installer avec sept concu-

¹ Lire :

http://www.jedafrique.org/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=997&Itemid=9&id_alerte=1234

bines dans la sacristie de l'église paroissiale Immaculée conception de Lukafu, dans le diocèse de Kilwa-Kasenga.

Dans le concert mondial des voix belliqueuses, la petite voix du tout nouveau pape François vint détonner en septembre 2013. Le président américain Barack Obama et les autres chefs d'Etat occidentaux se préparaient à mener une guerre officielle en Syrie. Le pays avait déjà compté des milliers de morts. Le Saint-Père a invité les catholiques, les chrétiens, les personnes de bonne volonté à jeûner le 7 septembre contre le projet ourdi par des chefs d'Etat occidentaux.

Pour le pape François, « la guerre est le suicide de l'humanité, parce qu'elle tue le cœur, elle tue là où réside le message de Notre Seigneur : elle tue l'amour ! Parce que la guerre vient de la haine, de l'envie, de la volonté de pouvoir ». Le pape parlait lors de la messe du dimanche matin 2 juin 2013, dans la chapelle Sainte Marthe. Cinquante-cinq parents de soldats italiens tués ou blessés lors de récentes guerres participaient à la messe.

François n'innovait vraiment pas. Ses prédécesseurs immédiats, Jean-Paul II et Benoît XVI, ont rappelé l'enseignement officiel de l'Eglise catholique contre la guerre. Le mardi 3 septembre 2013, à l'homélie de la messe matinale, le pape François a eu raison de rappeler que Jésus n'a pas

eu besoin d'armée pour chasser les démons, et qu'il n'a recouru ni à l'arrogance, ni à la force ni à l'orgueil. Mais beaucoup n'ont pas manqué de rappeler au pape que si l'amour et l'humilité ont été les forces de Jésus, l'Eglise catholique n'a pas toujours dénoncé la guerre, que des pages sombres de son histoire la montrent en train de recourir à la force militaire pour s'imposer. Et qu'on ne parlerait pas de la Bible, de ce livre de référence qui résonne de cris de guerre et pue le sang au nom du Seigneur des armées. Jésus est venu annoncer la paix de façon radicale en payant de sa propre vie. Mais l'histoire ne l'a pas toujours suivi.

« Douce est la guerre pour ceux qui ne l'ont pas vécue », a écrit le philosophe hollandais Desiderius Erasmus. La phrase est clairement énoncée aujourd'hui dans les oreilles de quiconque visite le Palais de la Paix à Den Haag (La Haye) en Hollande. La visite guidée retrace les efforts de l'Europe et de l'humanité dans le mouvement pacifiste. La visite se termine par un panorama sur les tribunaux internationaux comme la célèbre Cour Pénale Internationale.

Cette Cour de La Haye est bien renommée maintenant particulièrement en Afrique et En République démocratique du Congo. Notre compatriote Thomas Lubanga en a été, en 2012, le tout

premier condamné. Il s'y trouvait en jugement avec trois autres : Jean-Pierre Bemba, Mathieu Ngudjolo et Germain Katanga et d'autres Africains ou d'autres anciens chefs militaires y sont jugés pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Et Bosco Ntaganda y a été reçu, à sa demande.

Crime de guerre. L'expression est devenue courante avec la création et l'entrée en fonction de la Cour Pénale Internationale. On en serait venu à penser que la guerre en elle-même n'est pas un crime, qu'une guerre peut être juste et propre. On évoque ainsi des règles de la guerre, de l'art de la guerre.

Les juristes ont leur définition du crime. Différent du délit et de la contravention, il signifie, d'après l'encyclopédie libre Wikipédia, « *la catégorie des infractions les plus graves, catégorie plus ou moins vaste suivant les pays et systèmes juridiques*¹ ».... Et depuis 2002, la Cour Pénale Internationale, organe des Nations Unies, juge les crimes de droit international, que sont les crimes de guerre, crimes contre la paix et crimes contre l'humanité. Les crimes d'agression attendent d'être intégrés.

¹ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Crime>

On juge les « crimes de guerre » comme « violation de lois et coutumes de guerre d'une gravité particulière¹ », car la guerre en elle-même ne serait pas un crime. Elle serait même une bonne chose. On parle de l'art de la guerre. Il existe des écoles de guerre.

Ne pas aimer la guerre serait-il alors une mauvaise chose ? Est-il raisonnable de préférer la guerre à la paix ? Evoquer la raison, c'est penser que tous les humains devraient tomber d'accord pour aimer ou haïr la guerre. Ce qui est loin de la réalité, bien sûr.

En préparant l'Assemblée spéciale du Synode des évêques catholiques pour l'Afrique, un constat se dégaga net dans le domaine socioculturel : « Une culture de violence, de division, du guerrier héros s'est installée suite aux conflits armés. Il semble qu'un processus organisé de destruction de l'identité africaine soit à l'œuvre sous prétexte de modernité. (...) L'éducation de la jeunesse est ainsi livrée à l'influence des antivaleurs propagées par les mass médias, certains politiciens et d'autres figures publiques². »

¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Crime_de_guerre

² Synode des évêques, *XII^e Assemblée spéciale pour l'Afrique, L'Eglise en Afrique au service de la réconcilia-*

Les enfants-soldats ont, en effet, pullulé sur le continent. Parce que, mieux que l'école, c'est l'usage des armes qui semble leur offrir des perspectives sûres pour devenir importants. Voilà pourquoi, au sortir des périodes de guerre et de Transition politique, des chefs de guerre ont été élus lors des premières élections. Ils en imposaient tant par leur prestige...

Au-delà des prétentions parfois hypocrites des médias ou des Eglises, il revient à la conscience de rappeler la cohérence interne aux propositions des uns et des autres. Que valent les bons sentiments si l'être humain rend toujours la justice en sa propre faveur et saisit la première occasion pour se venger contre ses oppresseurs d'hier qui sont aujourd'hui à ses pieds et qui se vengeront peut-être à leur tour demain ?

Ne convient-il pas de rappeler que la guerre est un crime quel que soit le côté où l'on se trouve soi-même entre les victimes et les bourreaux ? Pour honorer l'humain, ne faut-il pas rappeler l'idéal de la paix comme aspiration profonde de tous et de chacun ? Pourquoi le monde donne-t-il

tion, de la justice et de la paix. 'Vous êtes le sel de la terre... Vous êtes la lumière du monde' (Mt 5, 13,14). Document de travail, Secrétairerie Générale du Synode des Evêques et Libreria Editrice Vaticana, 2009, n° 31.

tant l'impression de s'être engagé résolument dans une guerre sans merci contre lui-même alors même que ne cessent de se multiplier des instances et des insistances pour gagner et préserver la paix ?

1.

Comprendre la guerre ?

« La guerre est ontologiquement injuste »

Jean-Marc Ferry, *Les puissances de l'expérience. I. Le sujet et le verbe*, Cerf, Paris, 1991, p. 67.

Artistes, savants et intellectuels sont souvent mis à contribution pour susciter l'émotion dans l'opinion et emporter le consentement pour une propagande de guerre. Des contre-discours peuvent surgir, la censure s'opérer, mais il restera toujours des intellectuels convaincus pour expliquer et faire comprendre la légitimité voire l'utilité d'une guerre.

Ainsi se pose l'éternelle question de l'engagement du philosophe dans une cause politique lorsque celle-ci vire à la guerre. Et on a tendance, comme le rappelle Achille Mbembe, à considérer la politique comme une « *manière de conduire la guerre civile ou la lutte ethnique et raciale par d'autres moyens*¹ ». L'historien

¹ Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, La Découverte, Paris, 2010, p. 21.

relève, par ailleurs, que des cinq tendances lourdes circonscrivant l'avenir de l'Afrique, « *la première est l'absence d'une pensée de la démocratie qui servirait de base à une véritable alternative au modèle prédateur en vigueur à peu près partout*¹ ». Le modèle prédateur lui-même bénéficierait-il d'une pensée ou découle-t-il simplement de cette absence de la pensée qui plongerait donc dans la barbarie ? Et retournons la question : Suffit-il de vouloir « *comprendre la guerre* » pour conférer à la démarche intellectuelle le supplément éthique nécessaire ?

Prenons le mot français « comprendre ». Dans le double sens courant que lui donne particulièrement le contexte congolais, il veut dire saisir les contours intellectuels de la réalité envisagée, mais aussi épouser tacitement le point de vue avancé, lui donner son assentiment. Et cette deuxième acception ne peut laisser indifférent sur un champ où se joue la vie et la mort, lorsqu'il s'agit de la guerre.

Le philosophe congolais Kä Mana a donné l'occasion de suivre un tel débat sur la responsabilité de l'intellectuel dans le contexte de la guerre. Depuis 2008, ses écrits et paroles ont parfois déclenché le courroux de compatriotes le soupçonnant de défendre la guerre menée dans l'est du pays. La dimension éthico-politique de la philosophie de Kä Mana traduit ainsi

¹ Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit*, p. 21.

la question pratique de savoir s'il faut défendre ou désapprouver une guerre et le dire.

Pourquoi le philosophe et l'intellectuel auraient-ils en tant que tels à se prévaloir dans ce cas d'une quelconque différence de considération ? Peut-on comprendre une guerre sans pactiser avec le crime ?

1. La guerre des philosophes ?

En temps de guerre, comment reconnaître les intellectuels et autres professeurs d'université ou les « analystes » et observateurs plus ou moins indépendants d'esprit ? Comment les distinguer les soldats « loyalistes », puis des soudards ou autres « enfants-soldats » drogués et dressés comme des chiens de chasse ? Et comment les différencier des généraux et autres stratèges qui « pensent » la guerre ? Y a-t-il place pour l'intelligence et la recherche de la vérité ? Et à quelle distance correcte se tenir dans les intérêts politiques, idéologiques et commerciaux, par exemple, si l'on entend préserver un privilège de rationalité ?

On se rend bien compte que les prises de position sur la guerre peuvent constituer « *le partage des philosophes et philosophies*¹ ». Ce fut le cas en Europe vis-à-vis des deux guerres mondiales. Faut-il se taire ou parler ? Mais que dit le philosophe lorsqu'il prend la

¹ Philippe SOULEZ, « Le partage des philosophes », dans *Revue de métaphysique et de morale*, n° 4, 1990, p. 537.

parole ? Que devrait-il dire ou taire ? Les Husserl, Heidegger, Sartre ou Bergson, par exemple, se sont divisés à ce sujet. Ils ont montré que même si la philosophie est « *le pacifisme même*¹ », à propos de la guerre, les philosophes ne s'accordent pas plus que sur autre chose. Bien au contraire : « *la guerre des philosophies entre elles* » démontre que l' « *on peut très bien être un grand philosophe et avoir pris des positions politiques discutables voire odieuses*² ».

Qui en jugera ? La philosophie politique d'un Hegel est lue comme une « *apologie de la guerre*³ ». Nicolas Machiavel soutient même que la violence est une nécessité pour l'action politique.

Mais l'humaniste Erasme de Rotterdam ne mérite-t-il pas aussi de faire entendre son idéal de paix et de concorde ? Au sortir des guerres de religion du seizième siècle, il composa, « par amusement de l'esprit », l'*Eloge de la folie*, qui tient, sur la guerre, des propos fort tranchants et instructifs :

« La noble guerre est faite par des parasites, des entremetteurs, des larrons, des brigands, des rustres, des imbéciles, des débiteurs insolubles, en somme par le

¹ Philippe SOULEZ, « Le partage des philosophes », p. 543.

² *Ibidem*, p. 540.

³ Jean-Marie MULLER, *Le principe de non-violence*, p. 124.

rebut de la société, et nullement par des philosophes veillant sous la lampe¹ ».

S'agissant particulièrement de l'Allemand Martin Heidegger (1889-1976), la polémique va bon train sur son antisémitisme². Le penseur était-il « *nazi malgré lui*³ » ? Était-il différent du militant qui adhéra pour un moment au parti nazi d'Adolphe Hitler ? Lors de son mandat d'un an comme recteur élu de l'université allemande de Fribourg, entre le 21 avril 1933 et le 23 avril 1934, ne s'est-il pas compromis avec les thèses nazies de l'idéologie nationale-socialiste qui ont abouti à l'Holocauste, le génocide des Juifs ? Ou a-t-il simplement prononcé « *quelques discours, sûrement malheureux, mais simplement de circonstance*⁴ » ?

¹ ERASME, *Eloge de la folie*, Un document produit en version numérique par Pierre Palpant, http://classiques.uqac.ca/classiques/erasme/eloges_de_la_folie/eloges_de_la_folie.html, p. 44.

² En 2014, la polémique est ravivée par la publication des « Cahiers noirs » de Heidegger. Le livre collectif paru en France suscite une vive controverse : Emmanuel Faye (Sous la direction de), *Heidegger, le sol, la communauté, la race*, Beauchesne, Paris, 2014). Lire : <http://bibliobs.nouvelobs.com/essais/20140428.OBS5423/philosophie-et-extermiations-en-reponse-a-alain-badiou.html>

³ Roger-Pol DROIT, *La compagnie des philosophes*, Odile Jacob, Paris, 2002, p. 282.

⁴ *Ibidem*, p. 283.

Les questions s'enchaînent et rencontrent comme première réponse celle que donna Heidegger à son collègue Karl Jaspers qui se demandait comment un homme aussi inculte qu'Hitler pouvait gouverner l'Allemagne. Heidegger lui répondit : « *La culture ne compte pas [...] Regardez donc ses admirables mains¹ !* » Des auteurs prétendent qu'après la guerre, Heidegger s'obstina dans le silence, « *tant sur sa propre conduite que sur l'horreur du siècle²* ». D'autres rapportent que dès 1945, Heidegger s'était expliqué sur son implication politique, reconnaissant son erreur de 1933 sur Hiller³. D'autres encore rétorquent que Heidegger a menti.

Et bien longtemps après, la controverse va bon train sur l'engagement politique de Heidegger, voire sur son silence. Adversaires et défenseurs s'accordent sur un point : l'Europe occidentale ne pensera plus la guerre comme avant la Shoah, le génocide des Juifs. L'antisémitisme est un point mort de la réflexion. Il a été déclaré comme un interdit : le négationnisme.

Il ne s'agit pas seulement de penser la guerre. Penser tout court devient un problème. La sauvagerie des deux Guerres aura exposé la défaite et l'humiliation de la raison. Lors de son tout premier voyage en Pologne,

¹ Roger-Pol DROIT, *La compagnie des philosophes*, p. 287.

² *Ibidem*, p. 289.

³https://fr.wikipedia.org/wiki/Martin_Heidegger#Heidegger_et_le_nazisme

en 1979, le tout nouveau pape Jean-Paul II a qualifié de « *Golgotha du monde moderne*¹ » Auschwitz, le plus grand camp de concentration où furent tués plus d'un million de Juifs lors de la Seconde Guerre mondiale.

Cette guerre arrêta ce que les philosophes appellent la « modernité », triomphe et la célébration de la « raison ». La post-modernité commence justement lorsque, avec d'autres facteurs comme la décolonisation et l'expansion des médias, il fut constaté ici l'échec de la raison. Et, malgré tout, l'impérialisme européen a longtemps imposé la violence de la pensée unique à l'humanité en tentant d'ériger en universel une histoire particulière. La notion même de crime contre l'humanité, par exemple, adoptée et reconnue notamment à la faveur de la création de la Cour Pénale Internationale est perçue, en réalité, comme un dénominateur commun d'histoires particulières plutôt que comme un universel absolu.

En mai 2014, un sondage mené dans plus de cent pays révèle que 54% ont entendu parler de l'Holocauste. En Afrique subsaharienne, 24% de la population en a entendu parler et 12% seulement

¹ Bernard LECOMTE, *Les secrets du Vatican*, Perrin, Paris, 2011, p. 234.

croient que la description qui en est faite est fidèle aux événements¹. L'Afrique a ses propres références.

Le Juif américain Adam Hochschild a écrit que le roi Léopold II avait réalisé au Congo un « *holocauste oublié*² ». Devant l'esclavage des Africains, l'historien congolais Elikya Mbokolo estime que de tous les crimes qui jalonnent l'histoire de l'humanité, « *nulle part ailleurs dans le monde ne se rencontre en effet une tragédie d'une telle ampleur*³ ». C'est seulement le 10 mai 2001 que le Parlement français vota la loi introduite dès 1998 par Christiane Taubira-Delannon. La République des droits de l'homme reconnaissait enfin le crime contre l'humanité constitué par la traite négrière transatlantique et l'esclavage perpétrés contre les populations africaines déportées en Europe, aux Amériques et dans l'Océan indien.

¹ Jean-Laurent CASSELY, « Le négationnisme dans le monde : 54% au courant de l'holocauste, un tiers pense que tout ça est exagéré ». Lire : <http://www.slate.fr/monde/87105/holocauste-description-historique-exageree>

² Adam HOCHSCHILD, *Les fantômes du roi Léopold. Un holocauste oublié*, Belfond, Paris, 1998. On peut signaler que le peuple Herero de la Namibie aurait subi, en 1905, le tout premier génocide du vingtième siècle commis par les colons allemands.

³ ELIKIA Mbokolo, « La dimension africaine des traites des Noirs », dans *Le Monde diplomatique*, juillet-août 2001, p. 32.

Il s'agit de reconnaître le même « chemin de violence¹ » en Europe comme en Afrique et ailleurs. Il faut bien constater que « reconnues ou non comme crimes contre l'humanité, l'une et l'autre histoire sont sans conteste ressenties subjectivement comme telles² ». C'est que chaque peuple et chaque culture relit sa propre histoire dans l'histoire des autres et reconnaît les crimes perpétrés contre la même humanité.

Pour leur part, les Africains dénoncent les crimes contre l'humanité au nom de l'histoire africaine plus qu'au nom de l'histoire des Juifs. Mais il ne s'agit pas d'évoquer un passé lointain. Il ne s'agit même pas seulement de compter dans le présent les conséquences de la traite négrière, de l'esclavage ou de la colonisation. Il s'agit, aujourd'hui, des guerres récurrentes qui déchirent le continent africain. Chaque pays, dans sa plus ou moins longue histoire des indépendances, peut avoir subi sa rébellion, sa sécession voire son génocide. Et les penseurs et philosophes africains sont ainsi obligés de penser la guerre dans l'actualité humaine la plus proche.

Comme pour Heidegger, on attend d'eux la raison de leur choix ou de leur silence devant des histoires si

¹ Christiane TAUBIRA, Introduction à *Codes noirs. De l'esclavage aux abolitions*, Textes présentés par André CASTALDO, Dalloz, Paris, 2007, p. IX.

² Jean-Baptiste MALENGE Kalunzu, *Philosophie africaine, philosophe de la communication. L'universel au cœur du particulier*, L'harmattan, Paris, 2012, p. 338.

particulières. Et face à sa propre histoire, chaque peuple peut compter ses « collaborateurs » et ses « résistants », ses lâches et ses héros, et déplorer la trahison de ses intellectuels.

Il surgit ainsi bien des questions sur la « *responsabilité de la pensée* ». Celle que suggère la Cour Pénale Internationale lorsqu'elle accuse des « *auteurs intellectuels* » de crimes. A quelle distance d'une guerre faut-il se tenir pour la penser de façon innocente ?

On hésite à répondre, parce que le passé ne semble pas vraiment révolu. Pour instaurer la démocratie clamée par tous, fallait-il prendre les armes, faire tuer des innocents dans les forêts et savanes du pays, tout loin de la capitale et du président de la République honni, combattu sur tous les plans et que la propagande de guerre invite à renverser voire à tuer ? Pour chasser du pouvoir un président africain usurpateur ou dictateur, faut-il piller, saccager des magasins à Bruxelles, à Paris et à Montréal pour la bonne raison que les pouvoirs de ces pays d'Occident soutiennent les régimes politiques africains ?

2. La parole et la violence

Les guerres se terminent autour d'une table. Voilà un adage du monde contemporain. Il vante le dialogue, la nécessité et la pratique des négociations au-delà des victoires et des échecs. Mais pourquoi ne pas préconiser le dialogue avant le premier coup de feu, des destructions et des pertes de vies ? Pourquoi ne pas appliquer la stratégie offensive des armées qui enseigne

depuis longtemps que « *ceux qui sont experts dans l'art de la guerre soumettent l'armée ennemie sans combat. Ils prennent les villes sans donner l'assaut et renversent un Etat sans opérations prolongées¹* » ?

Voilà la parole préconisée en amont et en aval. Le mot dialogue veut dire à la fois *raison* et *langage* entre deux partenaires. Mais il n'est pas étonnant que le langage des armes séduise davantage l'homme, cet animal, dans son état sauvage. Puisque l'homme, qui n'est ni ange ni bête, selon le mot de Pascal, est tout de même bête avant d'être l'« *animal raisonnable* » dont parle Aristote. L'usage de la raison aurait dû prévenir les guerres !

Il est facile d'attendre de l'homme le comportement « raisonnable » qu'il revendique au quotidien. Or, il est tout aussi facile d'observer combien il renonce souvent à réfléchir devant des questions comme la politique, le pouvoir et les élections, sans parler du sport et de tout ce qui concerne le goût et les intérêts des uns et des autres. La passion devient sa seule arme. On ne discute pas, on proscriit le dialogue, en fait.

Pour le philosophe Jean-Marie Muller, « *la pédagogie de la parole non-violente est beaucoup plus opérationnelle que celle du cri violent²* ». C'est la logique même de l'enseignement d'un Aristote ou de la philo-

¹ SUN Tzu, *L'art de la guerre*, Edition revue, Flammarion, Paris, 2008, p. 142.

² Jean-Marie MULLER, *Le principe de non-violence*, p. 109.

sophie grecque. Suivre un autre chemin que celui de la violence, c'est suivre le chemin de la raison.

La philosophe juive Hannah Arendt nous apprend que pour les Grecs de l'Antiquité, l'action politique relève exclusivement du domaine de la raison et de la parole, c'est-à-dire du *logos* dans le double sens du mot. La parole permet aux humains de communiquer l'utile et le nuisible et surtout le juste et l'injuste. « *Aux yeux des Grecs, contraindre, commander au lieu de convaincre étaient des méthodes pré-politiques de traiter les hommes : c'est ce qui caractérisait la vie hors de la polis, celle du foyer et de la famille, dont le chef exerçait un pouvoir absolu, ou celle des empires barbares de l'Asie, dont on comparait le régime despotique à l'organisation de la famille¹* ».

Arendt précise que si Aristote a défini l'homme comme un « *animal politique* », il convient de compléter sa pensée avec la seconde définition du même Aristote selon laquelle l'homme est « *un être vivant capable de langage²* ». Aristote, d'ailleurs, n'aurait fait que relayer l'opinion courante selon laquelle les barbares comme les esclaves, notamment, étaient exclus « *d'un mode de vivre dans lequel le langage et le langage seul avait réellement un sens, d'une existence*

¹ Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, Paris, 1983, p. 64.

² *Ibidem*

dans laquelle les citoyens avaient tous pour premier souci la conversation¹ ».

Jean-Marie Muller a lu *La politique* d'Aristote et renseigne que si le pouvoir politique, en tant que tel n'implique aucune violence, la cité grecque n'était pas exempte de violences. Les esclaves qui y habitaient, exclus de la citoyenneté, n'exerçaient pas de politique. Bien plus, la cité avait un besoin de recourir à la violence : « *Les membres de la communauté, affirme-t-il, doivent avoir des armes en leur possession à la fois pour protéger le gouvernement contre les citoyens désobéissants et pour s'opposer aux entreprises du dehors destinées à leur nuire².* »

On peut ainsi se permettre de penser aujourd'hui, sans anachronisme, à la police et à l'armée, à un usage légitime de la violence dans le cadre bien précis où, bien évidemment, elles ne signifient pas l'exercice du pouvoir à proprement parler.

On peut ainsi envisager la guerre. Comme dans le monde grec, la Chine antique a connu un stratège, Sun Tzu, au quatrième siècle. Plus tard, dans les années 1930, sa pensée influença la stratégie et la tactique militaires du célèbre Mao Tsé Tung. Disciple de Confucius, Sun Tzu est l'auteur de *L'art de la guerre*. Il a cherché à établir un fondement rationnel à la guerre,

¹ Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, p. 64-65.

² ARISTOTE, *La politique*, 1328, b 5.

cette « *affaire d'une importance vitale pour l'Etat*¹ ». Pour lui, « *la guerre est une affaire sérieuse ; on redoute que les hommes ne s'y engagent sans la réflexion qu'elle mérite*² ». Voilà pourquoi la guerre doit mobiliser la force morale et les facultés intellectuelles.

Sun Tzu a écrit : « Ceux qui sont experts dans l'art de la guerre soumettent l'armée ennemie sans combat. Ils prennent les villes sans donner l'assaut et renversent un Etat sans opérations prolongées³. » Le préfacier Samuel Griffith explique : « Il croyait que le stratège habile doit être capable de soumettre l'armée ennemie sans engagement militaire, de prendre les villes sans les assiéger et de renverser un Etat sans ensanguanter les épées⁴ ».

Bien avant d'autres penseurs stratégiques, dont le célèbre Prussien Karl von Clausewitz, officier et théoricien militaire du dix-neuvième siècle devenu une référence universelle en la matière, Sun Tzu avait déjà pensé à la guerre que l'on pourrait penser « intelligente ». Peut-être que la simple évocation de la guerre apporte plutôt avec raison à l'esprit de nos contemporains les massacres, les viols et pillages. Et la simple vue d'un soldat voire d'un policier vous fait penser à la

¹ SUN Tzu, *L'art de la guerre*, p. 142.

² *Ibidem*

³ *Ibid.*

⁴ S. B. GRIFFITH, Préface à Sun Tzu, *L'art de la guerre*, p. 13.

mort, à la violence, à la brutalité, à l'injustice. Ce que Sun Tzu conseille aux stratèges, c'est plutôt d'exceller dans l'usage de la parole, d'affaiblir l'ennemi par la désinformation grâce à la ruse, à des espions et des agents, des services de renseignement, par exemple, en répandant de fausses rumeurs et des informations trompeuses. Pour lui, « *tout l'art de la guerre est basé sur la duperie*¹ ». Ainsi, « *n'encouragez pas le meurtre*² ». Bien au contraire, il faut tenir de plus haute importance de « *s'attaquer à la stratégie de l'ennemi*³ », de « *lui faire rompre ses alliances*⁴ », de ne pas s'attaquer à des villes, etc.

La force armée interviendra comme dernière solution. Bien plus, elle doit se dérouler⁵ : a) dans les plus brefs délais ; b) au moindre mal et aux moindres frais en vies humaines ; et c) en infligeant à l'ennemi le moins de pertes possible.

On pourra reconnaître plus tard, au Moyen âge, presque les mêmes conditions pour la « guerre juste », dans la doctrine imputée à saint Thomas d'Aquin. Ces conditions sont retenues encore aujourd'hui par l'enseignement social de l'Eglise catholique.

¹ SUN Tzu, *L'art de la guerre*, p. 122.

² *Ibidem*, p. 139.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Samuel GRIFFITH, *Introduction à Sun Tzu, L'art de la guerre*, p. 85.

En 2014, les conseils de Sun Tzu sont largement appliqués par les armées modernes. Les arbalètes du quatrième siècle avant Jésus-Christ se sont perfectionnées en armements ultra-modernes. Les engins de la mort se perfectionnent au fil des prouesses de l'intelligence humaine. La bombe nucléaire peut anéantir l'humanité en un clin d'œil. Médias, universitaires et leaders religieux, par exemple, sont mis à contribution.

Les nouvelles technologies en armement évoluent avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il y a les technologies, mais il y a aussi et surtout de nouvelles manières de l'intelligence stratégique. Le Français Pierre Conesa parle de « *la fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*¹ ». Tuer de bon cœur et en être convaincu, c'est-à-dire de façon légitime et acceptable, ou donner la légalité au massacre, c'est tout l'enjeu qui mobilise, construit l'imaginaire de la guerre en commençant par la « fabrication de l'ennemi ».

Dans l'ère de la communication, la propagande de guerre est sans doute le plus gros bénéficiaire des nouvelles technologies de la communication et de l'information. Les rebelles du monde entier voire les terroristes de tout acabit ne recherchent rien autant que

¹ Pierre CONESA, *La fabrication de l'ennemi. Ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, Robert Laffont, Paris, 2011.

faire parler d'eux. Ils « frappent » aux heures propices pour les bulletins d'information dans les médias audiovisuels, par exemple. Ils rechercheront l'amitié, la coopération des journalistes, quitte à leur faire payer tout désagrément ou leur indépendance. Dans leurs maquis, les rebelles contemporains installent des radios et des télévisions. La présence sur internet et les réseaux sociaux est l'un des réflexes élémentaires, et ils semblent s'y investir au point de dépasser les armées loyalistes. Il faut exceller dans les médias pour justifier sa cause.

Chaque camp accuse l'adversaire de porter la responsabilité de la guerre, affirmant avoir été soi-même contraint de réagir en légitime défense. Le premier principe élémentaire de toute propagande de guerre est celui d'affirmer : « *Nous ne voulons pas la guerre*¹. » Or, qu'ils aient déclenché ou subi la guerre, les belligérants arrivent toujours au même constat que la guerre sent mauvais : « *La guerre était bien la pire des solutions, mais une fois de plus les hommes y ont cédé*². »

Voilà pourquoi il paraît sage de déclarer que toute guerre se termine autour d'une table. La question restant de savoir pourquoi on ne commence pas, justement, par le dialogue, la négociation, c'est-à-dire

¹ Anne MORELLI, *Principes élémentaires de propagande de guerre (utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède...)*, Editions Labor, Bruxelles, 2001, p. 7.

² Pierre CONESA, *La fabrication de l'ennemi*, p. 12.

l'effort intellectuel pour résoudre les conflits. Est-il humainement possible de penser la guerre, d'y apporter la lumière de la raison sans se compromettre et s'impliquer soi-même avec sa chair et son sang ?

3. La raison au piège de la guerre ?

Le 20 novembre 2012, le philosophe congolais Kä Mana¹ se trouvait sur l'île d'Idjwi, sur le lac Kivu, dans la province du Nord-Kivu, à quelques kilomètres de la capitale provinciale Goma. Au bord du lac, le philosophe savourait le roman *La plaisanterie* de l'écrivain Milan Kundera. Et pendant ce temps, la ville tombait entre les mains des rebelles du Mouvement du 23 mars, dit le M 23, après de longs jours de siège. Rentré dans la ville, le philosophe publia, sur le site internet de Pole Institut, « Institut interculturel dans la région des grands lacs », basé à Goma, une réflexion intitulée « *Comment j'ai vécu la chute de Goma et les questions qu'elle nous pose en RDC maintenant* ».

Kä Mana déplore, dans le chef du mouvement rebelle du M 23, tout comme dans le système gouvernemental de Kinshasa, un vide de la pensée, une défaite de l'intelligence : « *Prendre les armes est toujours un échec de la matière grise. L'horreur infligée aux popu-*

¹ Nous avons consacré à ce philosophe et théologien congolais un chapitre de notre livre : *Philosophie africaine, philosophie de la communication*, Baobab, Kinshasa et Karthala, Paris, 2011 et 2012.

lations est une défaite pour la pensée. La confiance dans la violence est toujours un déficit d'intelligence¹. »

La réprobation du philosophe aussi clairement exprimée ne rencontra pourtant pas la compréhension d'un certain public, qui ne pouvait l'entendre de cette oreille. Kä Mana est pourtant fidèle à l'allure générale de l'esprit philosophique, qui recommande le dialogue en cas de conflit². Le philosophe est bien tenté de pratiquer une « *politique de la tranquillité*³ ».

Kä Mana avait déjà déclenché la polémique sur internet et dans la presse en 2008, au plus fort de l'action militaire du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), mené contre la même ville de Goma par un certain Nkunda Batware, chef de militaires devenus plus tard membres du M 23 après leur défection des Forces Armées nationales où ils avaient été inté-

¹ <http://www.pole-institute.org/site%20web/echos/echo181.htm> (Consulté le 1er décembre 2012). Sur Radio France Internationale, le 1^{er} décembre 2012, l'auteur s'est expliqué sur cette tribune : <http://www.rfi.fr/emission/20121201-ka-mana-professeur-goma-president-pole-institute/>

² Julien FREUND, « Réflexions sur l'idée de la guerre dans la philosophie présocratique », dans *Revue de métaphysique et de morale*, n° 4, 1990, p. 513.

³ Philippe SOULEZ, « Le partage des philosophes », p. 537.

grés après l'arrestation de leur chef et après des négociations du 23 mars 2009¹.

Le 20 novembre 2008, soit, jour pour jour, quatre ans plus tôt que le 20 novembre 2012, le journal *La Croix* de Paris a eu ce titre : « *Au Nord-Kivu, Laurent Nkunda voudrait conquérir les esprits²* ». De Rutshuru et de Goma, le journaliste Laurent d'Ersu observe que « *l'offensive militaire des rebelles pro-rwandais du Nord-Kivu a été précédée et facilitée par le ralliement de divers acteurs militaires et sociaux* ». Il compte les étudiants, femmes et taxis-motos parmi les cibles du travail de « sensibilisation » mené discrètement depuis plusieurs mois par le Congrès (CNDP). On peut ajouter à ces catégories des intellectuels en général, notamment des journalistes, des chercheurs et des professeurs d'universités. Kä Mana se trouvait à Goma, justement. Son article intitulé « *Je reviens de Goma* », par exemple, paru le 11 octobre 2008 dans le journal *Le Potentiel* de Kinshasa, a libéré un torrent de réactions plus virulentes les unes que les autres.

Le philosophe ne cachait pas son admiration pour les qualités du chef rebelle Laurent Nkunda. Dans le

¹ Le nouveau mouvement rebelle revendique l'application des résolutions du 23 mars, d'où son nom M 23.

² http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Au-Nord-Kivu-Laurent-Nkunda-voudrait-conquerir-les-esprits-_NG_-2008-11-20-680502.

journal *Le Potentiel*, le philosophe expliquait s'être rendu à Goma pour « *comprendre la guerre* ».

Sur le site internet de Pole Institut, Kā Mana se dit aussi ébranlé par la fascination exercé par Laurent Nkunda sur certains intellectuels : « *J'ai vu aussi des intellectuels, des universitaires et des chercheurs appartenant à des horizons ethniques différents partager la lutte du CNDP à un plan purement politique : comme une alternative au désordre congolais actuel et aux dérives de despotisme que le régime de Joseph Kabila Kabange nous impose de plus en plus.* » ()

Au total, Kā Mana se veut un témoin et un chercheur de la vérité :

« Pour un chercheur venu comme moi à l'Est du pays dans le souci de comprendre exactement ce qui s'y déroule, de saisir les ressorts profonds de la guerre du Kivu et de dégager les enjeux de fond d'une conflagration au premier abord absurde et honteuse, un séjour dans la ville de Goma transformée en état-major de l'armée, en centre du pouvoir politique et en haut lieu de la libération de la parole populaire est d'une extrême importance. Il me permet de voir la réalité telle qu'elle est, loin des clichés, des poncifs, des préjugés et des idées reçues, dont les médias inondent les esprits sans une analyse approfondie des tenants et des aboutissants d'une situation extrêmement complexe dans ses tensions et dans ses significations. J'ai eu la chance, au cours de mon séjour à Goma, d'être entouré de chercheurs de Pole Institute, une organisation interculturelle qui travaille pour la paix dans la région des Grands Lacs et mène, depuis une dizaine d'années

déjà, une recherche de grande qualité sur la vérité de la situation de l'Est dans ses dimensions politiques, économiques, culturelles, spirituelles et militaires. A ces chercheurs, qui m'avaient invité à leurs travaux de réflexion et de discussion, j'ai pu soumettre chaque jour mes observations et mes analyses. Ce sont ces observations et ces analyses que j'aimerais maintenant partager avec vous aussi, sans préjuger de l'accueil que vous leur réserverez ni de l'écho qu'elles auront en vous concernant l'avenir de notre société. »

En écho, les propos de Kā Mana suscitent soupçon, méfiance. Ce qui fit bondir la plupart de ses détracteurs, c'est surtout le portrait par trop flatteur du chef rebelle Nkunda Mihigo. Kā Mana découvre, par exemple, que le vrai nom est celui de Nkunda Mihigo et non Nkundabatware ou Nkunda Batware. Et d'énumérer des qualités du chef rebelle : *« J'ai été impressionné par le portrait que beaucoup d'universitaires de Goma, qui connaissent Nkunda, m'ont fait de lui. Certains d'entre eux ont quitté leur emploi, leurs cabinets de travail et la sécurité de leur situation matérielle pour le rejoindre dans les montagnes du Massisi. Beaucoup partagent le sens de sa lutte et l'horizon de son ambition nationale. Pourquoi ? Parce que l'homme, selon eux, fascine. Bien que n'ayant pas accédé aux sphères mirifiques du savoir universitaire, il fascine par la rigueur de son discours sur la situation du Congo, par la force de sa foi dans les droits des personnes et des ethnies en RDC, et par sa volonté de construire une fraternité autour d'un bonheur communautaire que le pays ne connaît pas dans ses divisions profondes actuelles. »*

Kä Mana pense même que sans la Mission des Nations Unies pour le Congo (MONUC), Nkunda aurait déjà conquis tout l'est du pays et aurait entamé la marche vers la capitale Kinshasa. Mais, en définitive, c'est pour une « paix négociée » que plaide le philosophe. Et ses contradicteurs de trouver dans cet appel des accents d'un chargé de communication du chef rebelle.

Les crimes de Laurent Nkunda et ses hommes étaient vifs. Des images faisaient refluer des camps de déplacés et rouvraient les plaies du Kivu. Des sites internet se mirent à déverser des menaces. Des groupes militants menacèrent même de mort le philosophe.

Les colonnes du journal *Le Potentiel*, repris sur internet, avaient offert à plusieurs reprises une tribune au philosophe. Et comme s'il s'agissait d'un droit de réponse personnel, des contradicteurs lui répliquèrent par le même canal. Le père jésuite Toussaint Kafarhire Murhula, par exemple, alla jusqu'à douter de l'authenticité des textes du philosophe. « *La réflexion contient des affirmations qui, à mon avis, accusent un manque de rigueur intellectuelle, contrairement à vos réflexions antérieures* », écrit-il à l'auteur le 9 octobre 2008.

Contre ses détracteurs, Kä Mana insiste sur le devoir d'intelligence. Argument pour argument, le philosophe Frank Fikirini Mwene-Mbayu s'invite dans le débat « *pour œuvrer ensemble à l'éclosion de la vérité et, par-delà elle, à la promotion de la vie bonne pour tous les congolaises et congolais* ». Sur l'épistémologie et sur l'éthique, il pose des questions à

Kä Mana. Une critique de crédibilité de celui-ci lui fait d'abord soupçonner la possibilité de demi-vérités due au fait que la méthode de Kä Mana expose à l'erreur. « *Certes, vous dites des vérités sur la crise au Kivu, comme je l'ai établi d'entrée de jeu, mais lorsque celles-ci côtoient des contrevérités, l'on ne peut s'empêcher de constater qu'elles nourrissent un système de demi-vérités.* » La posture de Fikirini provient d'un choix : il se dit « patriote ». Et il demande si les objectifs avoués de Kä Mana peuvent produire ce que « *la nation attend de ses philosophes lorsqu'il y a péril en la demeure ?* » Plus franchement, il accuse Kä Mana de viser à « *légitimer ce qui ne peut l'être ni moralement, ni politiquement* ».

Concrètement, Kä Mana a épousé le discours du chef rebelle Laurent Nkunda et Fikirini le soupçonne de chercher à le légitimer : « *Le moins que vous puissiez avouer, c'est que vous avez porté la raison là où elle n'a pas forcément le dernier mot (la guerre absurde est immanquablement irrationnelle n'est-ce pas ?). J'incline à penser que votre exercice de la raison est pris au piège de la guerre absurde.* »

Le 18 octobre 2018, Kä Mana répondit à Fikirini qu'il considère, par ailleurs, comme « un philosophe de grande stature, lucide, féroce et caustique comme tout grand penseur, virulent dans la quête de la vérité et passionné dans la recherche des certitudes fondées en raison, surtout lorsqu'il s'agit d'un enjeu aussi fondamental que le destin d'une nation et l'avenir d'un peuple ». Kä Mana le félicite pour l'ardeur de sa pensée, pour l'orientation de son esprit, « d'avoir une si

haute idée de la philosophie et de son devoir de clarifier les problèmes en vue de chercher des solutions fécondes ».

Mais Kä Mana estime que Fikirini se mêle au « procès en sorcellerie » intenté par bien d'autres Congolais. Kä Mana retient surtout que Fikirini lui intente un « procès en crédibilité » de quelqu'un qui parlerait d'un lieu autre que le Congo. Fikirini serait aussi coupable d'un « procès en trahison » voire d'« intelligence avec l'ennemi » rwandais qui attaque le pays. Il s'ajoute aussi des procès en naïveté, en supercherie et en incohérence. Et le plus décisif de tous les verdicts tombe : « *un procès en renoncement et en capitulation. Vous croyez même que je viens de finir lamentablement ma carrière philosophique : sur la défense et l'illustration d'une cause qui détruit la nation congolaise.* »

En effet, Kä Mana pense que c'est une véritable condamnation à mort qui se perpète ainsi sous la plume de Fikirini se mêle à d'autres de la diaspora et de l'intelligentsia congolaise, comme « *d'injustes coups de massue sur ma tête et sur ma réputation* ». Le philosophe proteste de sa bonne foi et du devoir de pensée : « *Comme philosophe, je sais que je peux me tromper dans l'analyse, mais je ne veux me tromper qu'en toute bonne foi, compte tenu de la qualité des informations disponibles et des possibilités inhérentes au contexte dans lequel je mène mes recherches.* »

Kä Mana aura résumé lui-même l'ensemble des réactions contre sa personne et ses écrits : « J'ai eu le sentiment que, sur cette question, les ressorts de la

raison, de la lucidité, de la recherche patiente de la vérité cèdent vite devant les affects d'insultes, de dénigrement, de pétitions de principe et du refus d'écouter une quelconque analyse qui irait à contre-courant. Pour avoir osé imaginer qu'une autre lecture des événements et des personnages qui les animent à l'Est du pays est possible dans un contexte où le manichéisme est un mauvais conseiller, j'en ai pris pour mon compte en matière d'invectives et de vomissures. 'Professeur du vide', 'pseudo intellectuel', 'marchand d'illusions', 'penseur sans consistance', 'traître dégénéré', 'philosophe sans profondeur', 'théologien corrompu', 'maître d'un verbiage qui se nourrit de l'ignorance crasse', 'homme de rien', 'naïf manipulé', les injures m'ont plongé dans une marée dont j'ai eu des difficultés à me dégager pour comprendre pourquoi la désapprobation d'un grand nombre d'intellectuels congolais est si virulente et si féroce face à ma tentative de dire seulement ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu et ce que je pense concernant la situation dans le Kivu, avec ce que mon approche pouvait légitimement, comme toute analyse en quête de la vérité, comporter de failles, d'insuffisances, de carences ou de défauts d'acuité dans l'analyse. »

Le ton est ici bien pathétique, n'est-ce pas ? L'auteur doit avoir vécu dans sa chair ce que d'autres, ailleurs et avant lui, ont connu des prolongements de l'acte de penser dans le contexte résolument embrasé de la guerre. Comment penser la guerre sans se laisser prendre au piège ?

Dans les années 80, alors qu'il était encore étudiant à la Faculté de théologie catholique et des religions africaines de Kinshasa, le jeune Kā Mana s'est révélé comme poète. Puis, il s'est fait connaître par la rubrique percutante « Regards sur les temps actuels » qu'il tenait dans le prestigieux périodique jésuite *Zaire-Afrique* du Centre d'Etudes pour l'Action sociale (CEPAS). Dans les années 2000, le professeur Kā Mana, docteur en philosophie et en théologie, fut surtout connu pour ses livres de philosophie et de théologie. Le grand public le découvre grâce à des tribunes publiées par le journal *Le Potentiel*, repris sur internet. Lors des passages du penseur à Kinshasa, la télévision Télé 7, du groupe de presse *Médias 7*, éditeur du journal *Le Potentiel*, organisait des programmes spéciaux et des conférences dans les salles pour vulgariser les analyses du compatriote qui faisait bien autorité ailleurs et dans bien des ouvrages scientifiques.

Or, le 17 janvier 2013, le même journal *Le Potentiel* publia la liste des membres d'un « groupe d'intellectuels africains à la solde du Rwanda ». Parmi eux figurait, au numéro 2 sur 20, « Godefroid Kā Mana, RD-Congo, philosophe, analyste politique et théologien, Professeur, Université évangélique du Cameroun, Institut catholique de Goma-RD Congo¹ ». On croit savoir que Kā Mana ne publia plus sur *Le Potentiel*, jusqu'au 12 septembre 2014. Il revient, dans une

¹ <http://www.lepotentielonline.com/4779-un-groupe-d-intellectuels-africains-a-la-solde-du-rwanda>

nouvelle série de chroniques qui s'annonça pour être cosignées avec Tshiunza Mbiye, au nom du « Club pour l'éveil du Congo ». L'intention se déclara toute neuve et optimiste : « *Nous voulons porter une attention lucide et fertile sur ce que notre nation peut réaliser de grand dans le monde actuel*¹. »

On notera que depuis décembre 2012, le philosophe Kä Mana s'est ouvert sur l'autoroute de l'information. Il a créé son blog. Et il peut plus librement y poster ses réflexions et affronter les nombreux lecteurs bienveillants ou contempteurs qui se recrutent essentiellement sur internet et qui excellent dans la violence verbale comme l'interactivité du web 2.0 le permet.

A tout prendre, dans ce débat, la question essentielle est de savoir où trouver le repère moral, éthique et politique ou simplement intellectuel pour condamner la guerre et préférer la paix. Pourquoi, justement, les universitaires, chercheurs et intellectuels de la rébellion n'auraient-ils pas appuyé sur un tel levier ?

¹ Lire : « Chroniques des temps qui viennent : Penser la voie d'un avenir radieux », dans *Le Potentiel*, 12 septembre 2013, http://www.lepotentielonline.com/index.php?option=com_content&view=article&id=10529:chroniques-des-temps-qui-viennent-penser-la-voie-d-un-avenir-radieux&catid=85:a-la-une&Itemid=472

4. Les « raisons » de la guerre

Dans la défense contre ses détracteurs, le philosophe Kä Mana a tenu à rappeler, contre Fikirini et consorts, combien il est philosophe. Sa tâche consiste bien dans « la recherche de la vérité et dans la clarification du débat ». Certes, cette double tâche ne donne aucun répit. Car l'analyse du langage est aussi limitée : les mots sont plurivoques à souhait et peuvent élever des discussions entre philosophes.

Mais ce qui divise aussi et surtout, lorsqu'il s'agit d'une situation de guerre, réside certainement dans la « bonne foi » et le désir même de philosopher au sujet de la guerre. Il y a ainsi une dimension éthique et politique pour ajouter de l'explication à la question première de savoir comment s'expliquer que des intellectuels s'engagent dans une guerre où prennent parti dans une entreprise dont le but est de tuer. Tuer à tort ou à raison doit poser problème à tout intellectuel.

Le professeur Tryphon Kin-Kiey Mulumba, ancien porte-parole du mouvement rebelle RCD-Goma et alors secrétaire national en charge de l'information de l'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue inter-congolais (A.S.D.), n'a pas moins dénoncé le massacre commis par des soldats du RCD-Goma en mai 2002 à Kisangani. A l'Agence France Presse, Kin-Kiey Mulumba confiait, le 20 mai 2002 : « *S'il y a des durs, ils doivent être connus et dénoncés. Le RCD n'a pas été créé pour tuer.* »

Pourquoi un mouvement « politico-militaire » est-il créé ? On peut pinailler à relever les contradictions

dans les propos des uns et des autres. L'expression « politico-militaire » est elle-même une contradiction dans les termes le sens de la pensée grecque antique. On suivra plutôt avec intérêt le deuxième « dialogue » engagé dans le quotidien kinois *Le Potentiel* par le philosophe Kā Mana. Un autre philosophe, Ngoma-Binda, lui donne la réplique. Qu'ils se prononcent consciemment en tant que philosophes ou qu'ils réagissent de façon plutôt « épidermique » au nom de leur citoyenneté, peu importe. Par déformation professionnelle, ils ont ce pli de pensée qui nous place indubitablement en face de deux philosophes, à tout le moins de deux intellectuels...

De quoi discuter ? L'ancien chef rebelle Jean-Pierre Bemba Gombo a été arrêté à Bruxelles, le samedi 24 mai 2008, La Cour Pénale Internationale l'accusait de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis par ses troupes dans la capitale de la République Centrafricaine.

A la nouvelle de cette arrestation, Kā Mana s'indigne. Il se dit « envahi par une fureur soudaine, complètement irrationnelle » (*Le Potentiel*, 27 mai 2008). Il décrit son état : « Un sentiment d'orage où la révolte, l'indignation et l'envie de protester, me plongeaient dans une colère de cyclone, alors que j'avais toujours nourri jusque-là une attitude de distance froide par rapport au destin politique du chef du MLC et à ses choix souvent contestables. »

Cette irrationalité soudaine, le philosophe se l'explique. Il pense que la nouvelle est « *d'une extrême gravité* », puisque le pays subissait, à ses yeux, « *une*

sorte de tremblement de terre politique de la plus haute magnitude ». Pour autant, le philosophe se tira de la terreur pour « *regarder les réalités avec toute la lucidité réflexive nécessaire* ». Apparemment, rien n'y fit.

Dans la lucidité, le philosophe juge que l'arrestation de Jean-Pierre Bemba est une trahison de la Belgique envers l'individu et l'acteur politique Bemba et envers le peuple congolais qui tenait l'ancien chef rebelle pour « *un responsable politique bénéficiant de la confiance d'une grande partie de la population. Un responsable digne d'être considéré comme un potentiel président de la République* ».

Le philosophe dénonce aussi un lynchage médiatique dont Jean-Pierre Bemba serait l'objet vu la manière de lui attribuer les crimes commis à Bangui par ses troupes : « *Tout est présenté comme si les massacres et les viols organisés étaient directement planifiés, de sang-froid, par ce chef militaire lui-même, dans un machiavélisme démoniaque et monstrueux.* »

Se refusant à donner l'impression de vouloir défen- dre le chef de guerre, le philosophe plaide aussi pour une justice qui vise la réconciliation plus que le châ- timent. Et le philosophe émet des doutes sur la fiabilité de la Cour Pénale Internationale relevant d'une culture non-africaine. Il souhaite surtout que l'on considère tout le système du crime plutôt que des individus particuliers : « *Tout se passe comme si on voulait juger l'individu Bemba sans du tout lier ses actions au système de guerre dans lequel se sont retrouvés la plupart de ceux qui sont aujourd'hui aux*

affaires au Rwanda, en Ouganda, en RDC et en RCA. »

Le souhait du philosophe Kä Mana est de voir la justice viser la vérité : « Il ne faut pourtant pas que la justice à faire valoir dans ces conditions soit celle de la raison du plus fort, ni celle de l'hypocrisie et du mensonge, ni celle de la double vérité et du double langage, ni celle du châtiment qui détruit au lieu d'être celle de la vérité qui libère et qui réconcilie. »

Un autre philosophe congolais, Ngoma-Binda, répondit à Kä Mana dans les colonnes du même journal *Le Potentiel*. Ngoma-Binda confirme la montée de protestations populaires véhémentes de la rue de Kinshasa accusant la Cour Pénale Internationale de ne viser que des Africains. Mais, aux yeux du philosophe, les réactions populaires semblent unilatérales, moins équilibrées que celles des intellectuels.

Ngoma-Binda épingle alors la réaction de Kä Mana dans le journal *Le Potentiel*. Il en rend compte. Ngoma Binda se charge ensuite de reprendre des « *questions pressantes, et embarrassantes, posées par des gens qui ne sont pas toujours suffisamment informés* ». Celles-ci portent notamment sur la nature, le fonctionnement et le pouvoir réel de la Cour Pénale Internationale dans ses rapports avec des Etats souverains. Visiblement, ce sont des questions auxquelles la réaction de Kä Mana n'aura pas permis d'apporter une réponse. Or, la coïncidence a fait que Ngoma-Binda venait de publier en mai 2008 un ouvrage sur la justice transactionnelle en RD Congo. Il a donc étudié le sujet et peut en rappeler cinq principes à retenir dans toute appréciation de

la sanction pénale. Et ces principes relèvent autant de la moralité que de la justice.

Il relève pour premier principe celui de la « *non-impunité des crimes* ». Le deuxième est celui du « *recours alternatif nécessaire à une instance d'exécution efficace* ». Le troisième est moins ordinaire ; il n'est pas encore prévu par le code pénal. C'est le principe de la « *présomption non pas d'innocence mais de culpabilité* ». Le quatrième est celui de la « *justice dans le sens de l'équité dans l'ensemble des procédures et étapes qui conduisent à l'établissement de la vérité* ». Ce principe est aussi attendu comme le cinquième, celui de la « *juste assistance efficace de la partie défenderesse* ».

Ngoma-Binda recommande de maintenir un lien indéfectible entre la recherche de la vérité pour le châtement et celle de la paix et la réconciliation, « *en sachant que la paix et la réconciliation ne sont véritables, profondes et durables que si elles sont la résultante de la justice et de la vérité* ».

De même, il plaide pour une véritable éthique politique afin de maintenir la poursuite de l'idéal de la souveraineté des Etats vis-à-vis de la conscience universelle. C'est bien un gain pour l'humanité que cette conscience humaine universelle qui « *admet aujourd'hui qu'il y a des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide (et même d'agression territoriale) qui doivent être imprescriptibles, au nom précisément de la paix, de la justice et de la raison humaine* ».

N'est-ce pas que Ngoma-Binda rappelle à la rationalité un Kā Mana miné par la passion ? La réplique devrait, au minimum, signifier le désaccord bien caractéristique de la communauté des philosophes. Or, l'existence de cette communauté et la philosophie elle-même posent une toute autre question lorsque l'enjeu est de choisir entre la vie et la mort, entre la paix et la guerre. Il existe bien un au-delà de la pensée.

Les émotions et autres états d'âmes se confrontent ainsi à une autre dimension. Au-delà de la vérité recherchée, il y a l'éthique comme rapport à l'autre et à la règle de l'humain.

La pire des prétentions élevées par les intellectuels est celle de parler de ce qu'ils ignorent. Le philosophe grec Socrate le savait.

La parole du philosophe n'est pas toujours (du tout) rassurante si elle « hurle avec les loups ». Cette « parole » n'est alors pas celle du philosophe. Elle relève de ce que le philosophe du langage Austin appelle les actes perlocutionnaires. Ceux-ci accompagnent la parole sans possibilité de « faire ». Les actes perlocutionnaires sont, par exemple, les cris, les slogans proférés lors d'un discours politique... Les cris, selon le linguiste Roman Jakobson, relèvent de la fonction phatique du langage. Celle-ci, les humains la partagent avec les autres animaux : les perroquets, par exemple.

Conclusion

Dans les propos abondants sur les guerres récurrentes dans le monde et en RDC, il est bien désa-

gréable de se rendre compte que les réflexions intellectuelles se basent sur une ignorance des faits du jour. Les philosophes et autres intellectuels auraient dû, au moins, et par honnêteté, se taire ou fréquenter davantage les journalistes, professionnels de l'actualité.

Dans la mesure où le propre de leur métier est principalement de relater les faits, les journalistes acquièrent le mérite et l'autorité d'éloigner des émotions et penchants politiques. A tout le moins, le discours journalistique strict articule un langage et nous éloigne des incantations du prélangage.

Mais les journalistes eux-mêmes devraient modérer leurs prétentions. Contrairement à ce qu'ils affichent souvent, ils ne savent pas et ils ne peuvent pas savoir tout sur tout. Sous la peau d'un journaliste peut aussi se cacher un vulgaire bandit aux intentions belliqueuses. Des médias sont convoqués eux aussi à comparaître au tribunal de la raison et de la morale.

Cherchant une « *redéfinition du rôle de la philosophie* », le philosophe allemand Jürgen Habermas reconnaît que devant l'intérêt philosophique manifesté par bien des pratiques sociales de légitimation, « *la philosophie s'accroche au rôle de gardien de la rationalité* ». D'expérience, le philosophe souligne que ce

rôle « *ne confère plus, en quoi que ce soit, le moindre privilège¹* ».

Sous nos yeux, l'implication des savants et intellectuels dans les guerres achève de convaincre que comprendre la guerre ne garantit à priori aucune distance, ni épistémologique ni éthique. Se taire ou parler n'aura alors eu pour seul mérite que de susciter un nouveau gros point d'interrogation sur le rôle des intellectuels dans la société.

¹ Jürgen HABERMAS, *Morale et communication. Conscience morale et activité communicationnelle*, Champs Essais, Editions du Cerf, Paris, 1986, p. 40.

2.

La parole qui tue

Ne nous sentirions-nous pas plus en paix si les médias ne nous annonçaient pas ces guerres lointaines qui deviennent si proches et obsédantes ? Ne serions-nous pas plus tranquilles dans nos cœurs sans ces chefs de guerre dont la propagande est relayée par des médias complices ou complaisants ? Tout rebelle ou terroriste a un besoin vital de propagande, et voilà que des médias s'offrent à leur service.

Individus et Etats s'inquiètent à juste titre du rôle des médias dans la propagande de guerre. Et l'on peut comprendre pourquoi les gouvernants feront de sorte à contrôler la parole devenue « le monopole du chef¹ ».

En effet, lorsque la technologie donne à l'humain les outils d'une prise de parole libre, il ne s'en privera ni volontiers ni spontanément. On estime qu'il faut parfois le contraindre par une « modération », une « régulation ». Cela veut dire qu'il faut contrôler la circulation de la parole.

¹ Michel MAFFESOLI, *Essais sur la violence*, CNRS Editions, Paris, 2009, p. 79.

Aujourd'hui, l'effervescence dans l'usage des réseaux sociaux, lieux de la passion plus que de la raison, se trouve alors parfois au centre de la dispute entre les citoyens et les gouvernants. Ainsi, en mars et en avril 2015, l'accès aux réseaux sociaux Twitter et YouTube a été bloqué par les autorités de Turquie pour empêcher toute « propagande terroriste et incitation à la haine ». En Afrique, c'est une mode : les gouvernements choisissent désormais de couper l'internet et certaines radios émettant en FM lors des élections ou des manifestations publiques. Ce fut le cas en RDC, au Burundi, au Gabon, en Guinée...

La violence n'est pas loin, dans la possession ou la perte de la parole comme dans l'exercice même du pouvoir. Entre l'information et le pouvoir, la propagande conduit parfois tout droit à la guerre devenant l'unique enjeu de la mondialisation. Il en est donc ainsi entre les nations hégémoniques comme entre des segments d'une nation déchirée par des partis politiques ou groupes d'intérêt. Et les journalistes sont parfois les premières victimes consentantes même quand ils ignorent les vrais pièges tendus, par exemple, lors d'un reportage de guerre, lors d'un « embarquement ».

1. Journalisme embarqué et crimes contre les journalistes

La parole peut être considérée comme la principale voie de sortie d'une guerre lorsque les belligérants s'emploient à négocier, à discuter. Mais la parole est parfois utilisée comme la première et la dernière arme. Elle conduit à la guerre. Elle entretient la guerre. D'où

la pratique du « journalisme embarqué », expression née en 2003 après la Seconde guerre du Golfe contre l'Irak.

Le colonel B., porte-parole de l'état-major de l'armée française au Mali, en 2003, expliquait : « Nous gérons la communication opérationnelle. Elle a pour impératif qu'il n'y ait pas d'information qui puisse nuire au succès des opérations et, in fine, à la sécurité des soldats français¹. » Et de préciser davantage : « Les journalistes ne sont pas mal intentionnés, mais ils ne se rendent pas toujours compte de ce qu'ils transmettent vers l'extérieur. »

Dans le journalisme embarqué, le reporter appartient à une unité militaire, le temps d'une guerre. Conscient ou pas, il est placé dans des conditions où il pourrait devenir un pur porte-parole de la propagande. Et il n'échappe pas au contrôle, à la censure de l'armée. Et il peut même se retrouver à participer non seulement au lynchage médiatique mais à la mise à mort par le fait de ses paroles ou images.

En République démocratique du Congo, les reporters de guerre ne sont pas nombreux. Les journalistes embarqués non plus. Mais la pratique existera sans le

¹ Lire : *La drôle de guerre sans images*.

<http://www.strategies.fr/actualites/medias/208391W/la-drole-de-guerre-sans-images.html>

nom. De nombreux mouvements rebelles ont ainsi offert de transporter des journalistes occidentaux au front, leur assurant toute protection utile. Les journalistes circulent sous pseudonyme et échappent à bien des contrôles. Au besoin, le journaliste sera « couvert » par une Organisation Non Gouvernementale de renom. Le mouvement rebelle s'attend à voir son image améliorée ou mieux présentée. La meilleure caution pour un mouvement rebelle vient des médias de l'Occident. Sauf des cas miraculeux évoqués dans la Bible, peut-on vraiment blanchir des mains ensanglantées ?

Les forces gouvernementales savent aussi embarquer à leur manière. Un journaliste de Goma a été ainsi été désigné par le ministère des médias et il fut transporté au front comme seul reporter autorisé à accompagner l'armée nationale dans le combat contre les rebelles. Le journaliste a fini par décamper...

La pratique la plus courante de l'embarquement en RDC est celle des journalistes qui « accompagnent » les hommes politiques dans leurs activités ordinaires pour leur servir de porte-voix, pour assurer leur « communication ». Il y en a même qui ne conçoivent pas autrement le journalisme. Ils excluent ainsi toute analyse, toute investigation, toute critique.

Dans pareils cas et dans bien d'autres envisageables, le pape François dénoncerait la « parole qui tue ».

Au commencement, la parole était créatrice, nous dit la Bible. Dieu a créé par la parole. Et la parole est

devenue chair pour le salut de l'humanité. Mais au lieu de construire et de créer, la parole s'est parfois corrompue en péché. Elle tue, détruit.

Malgré tous les avantages qu'il offre, l'ère des médias sociaux apporte aussi une amplification de cette tendance à tuer par la parole quand celle-ci, incontrôlée plus que jamais, est au service de l'intention criminelle. Sur les réseaux Facebook ou twitter, les appels à la violence voire à la mort semblaient se disputer la vedette autour du 19 décembre 2016, date de fin de mandat officiel du président Joseph Kabila. Même si un internaute a appelé à « sortir du virtuel ». Il faisait donc constater que tant de violence déversée sur internet, avec menaces et injures, pouvait manquer d'impact direct sur la réalité. On pouvait aussi reconnaître que les jeunes qui affrontaient la police dans les rues de Kinshasa ou de Lubumbashi ou Goma n'avaient pas nécessairement fréquenté les réseaux sociaux. Mais il reste que c'est par ces réseaux que des groupes plus organisés se donnaient le mot et s'excitaient. C'est par ces réseaux sociaux aussi que la « communauté internationale » était prise à témoin et qu'elle-même répandait ses menaces de sanctions...

Et si des organisations de défense des droits de l'homme dénoncèrent la violation de la liberté d'expression, c'est au regard des restrictions mises par l'Etat congolais pour empêcher l'utilisation des réseaux sociaux. Par le passé, des images atroces détournées en avaient intoxiqué beaucoup et incité à la violence verbale ou physique et à l'intoxication du climat général.

Le cas de la RDC n'est pas particulier. Le journaliste François Soudan constate, le 19 septembre 2016, que l'internet est devenu, en Afrique, l'incubateur de toutes les passions, où se déchainent haine et violence notamment pendant le processus électoral. Il reconnaît que les réseaux sociaux peuvent être « des vecteurs d'éducation, des raccourcis vers le développement, des amplificateurs de relations et d'extraversion sans équivalent ». Grâce à l'anonymat et aux faux profils, l'internet donne aussi la voix aux opprimés mais aussi aux trafiquants de drogues et aux propagandistes sectaires. Mais sur le plan de la gouvernance et du débat politique, le journaliste constate que le développement de l'internet n'aura encore donné qu'un faible impact. En Afrique centrale, notamment, « la manipulation de la Toile par les élites de tous bords est systématique. Chaque camp recrute au sein de la société civile des spécialistes de la cyber-désinformation : intox, matraquage et lapidation en lieu et place de bilan, programme et idées¹. »

Lorsque le journaliste américain James Foley, catholique, reporter de guerre en Syrie, a été assassiné le 19 août 2014 par des Djihadistes, le pape François a appelé les parents de la victime et dit son admiration

¹ François SOUDAN, « Élections et réseaux sociaux : l'Afrique des trolls », dans *Jeune Afrique*, 19 septembre 2016. A lire : <http://www.jeuneafrique.com/mag/358219/societe/election-s-reseaux-sociaux-lafrique-trolls/>

pour la foi de la mère du journaliste. Du secrétaire général de l'ONU au secrétaire général de l'ONG Reporters Sans Frontières en passant par le président des USA, beaucoup ont dit leur émotion face à ce crime. Pourtant, au-delà des éloges mérités, la critique s'impose aussi sur la profession et la corporation des journalistes et reporters de guerre.

Ainsi, le 28 août 2014, le site internet Slate révèle que les reporters de guerre ne sont pas ces héros que l'on peut penser. Au contraire :

« Selon une étude du Pew Research Center, deux tiers des Américains pensent que leurs informations sont souvent inexactes, et 42 % que cette profession est immorale. Un récent sondage a montré qu'en France aussi, le journalisme était un des métiers en lesquels la population a le moins confiance.

Dans le même temps, le journalisme est régulièrement cité parmi les pires métiers à exercer dans les études sur le sujet en raison du stress, du salaire et de la précarité, sans même parler des traumatismes que les journalistes de guerre ayant assisté à des atrocités gardent toute leur vie¹. »

¹ Grégoire FLEUROT, « Être reporter de guerre, c'est risquer sa vie pour des gens qui n'en ont rien à faire (ou ne vous croient pas) ». Lire sur :

Or, on doit bien parler de ces traumatismes et autres inconforts. En pied de la page 9 de son numéro 265-266 du 15 avril au 15 mai 2014, le journal *Les Coulisses* paraissant à Beni, en République démocratique du Congo, affiche ce slogan : « *Nous vous livrons la bonne information et nous en payons le prix.* » Ce n'est pas toujours un motif de fierté ! Le journal publie, sur cette page et dans les suivantes, un dossier illustré par des photos prises dans le camp de la Muslim Defense International (MDI) mieux connue sous le nom des ADF-NALU (Allied of Democratic Force). Le journal paraît au moment où les Forces Armées congolaises exercent une opération décisive contre les rebelles ougandais tapis dans les montagnes et les forêts du Ruwenzori. On ne demandera pas comment le journaliste d'investigation a obtenu ces photos. La question peut toucher la « protection des sources » que la déontologie des journalistes tient pour une loi sacrosainte. Mais on peut deviner les risques et toute la délicatesse d'une telle entreprise de recherche de l'information¹.

Le même numéro du journal *Les Coulisses* rapporte, à la page 3, que le juge président s'est déporté

<http://www.slate.fr/story/91493/reporter-guerre-risquer-vie-foley>.

¹ Le journaliste a fini par publier un livre de référence sur le sujet : *L'avènement du Jihad en RD Congo. Un terrorisme islamiste ADF*, Editions Scribe, Bruxelles, 2016.

dans le procès contre l'éditeur du journal, Nicaise Kibel'Bel. Le journaliste a été attaqué en diffamation pour « atteinte à l'honneur et à la considération ». En 2012, il avait dénoncé une fraude douanière. Le plaignant réclame cent mille dollars américains et le procureur ajoute une année de privation de liberté. Au bas de l'article figure un encadré informant que Nicaise Kibel'Bel est dans l'album des « *100 héros de l'information* » publié le 7 mai 2014 par l'ONG de défense de la liberté d'expression Reporters Sans Frontières. Si, un jour, le juge ne retient que ce réquisitoire, le journaliste pourra encore s'estimer bienheureux. D'autres ont subi pire.

La journaliste Ghislaine Dupont et le preneur de son Claude Verlon de Radio France Internationale ont été kidnappés et assassinés le samedi 2 novembre 2013 à Kidal dans le nord du Mali. Sur R.F.I. et ailleurs, des auditeurs africains ont rendu, surtout à la journaliste, des hommages enviés. Le 3 mai 2014, à Kisangani, en RDC, une salle de conférences a été inaugurée au nom de Ghislaine Dupont. Des politiques n'ont pas manqué de mêler leur voix aux louanges. Au nom du gouvernement de la RDC, dès le lundi 4 novembre 2013, le ministre des médias et de la communication, Lambert Mende, a présenté à la PDG de RFI, les condoléances de la République démocratique du Congo :

« Ghislaine Dupont, particulièrement, a longtemps travaillé dans notre pays en tant qu'envoyée spéciale de RFI. En dépit de nos controverses avec elle concernant essentiellement le pessimisme que nous estimions parfois excessif sur les tribulations de l'histoire de

notre pays à l'aube de la Troisième République, il ne fait l'ombre d'aucun doute pour nous que c'était une grande professionnelle douée des capacités avérées pour le journalisme d'investigation. »

Le « pessimisme » relevé ici par le ministre s'appelait autrement en 2006. La journaliste avait été expulsée du pays comme indésirable. Le ministre Lambert Mende soutenait alors que la journaliste démobilisait les troupes militaires engagées au front. Dans la foulée, le signal de RFI en modulation de fréquence fut coupé du paysage médiatique congolais, comme il le sera aussi, d'ailleurs, en novembre 2016.

Le 2 novembre 2014, Radio France Internationale a rendu hommage à Ghislaine Dupont et à Claude Verlon en attribuant un prix à une journaliste et à un technicien maliens, lauréats de la première édition de la « Bourse Ghislaine Dupont et Claude Verlon ». Tout au long de la journée de deuil et du souvenir, R.F.I. a consacré des programmes spéciaux annonçant que l'ONU avait décrété la date du 2 novembre comme « *Journée internationale de lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes* ».

Tout au long de la journée, RFI pose la question : « *Que serait un monde sans information ?* » La réponse ne s'impose pas, contrairement aux développements du média lui-même. L'ONG Reporters Sans Frontières fait bien le compte des journalistes assassinés chaque année et dresse un baromètre du respect de la liberté de la presse en désignant les prédateurs de la presse à travers le monde. En face, les gouvernants dressent un autre bilan. Le ministre congolais Lambert

Mende a accusé la radio RFI de démobiliser les militaires engagés au front dans l'est du pays. Les médias auraient-ils tant de capacité d'influencer le cours d'une guerre ?

Les informations, commentaires ou critiques d'un journaliste peuvent-ils influencer sur le cours d'une guerre au-delà du moral de la population auditrice ? Des théories savantes discuteront la question. On sait, au moins, avec Pierre Bourdieu, que dans la vie de tous les jours, « *les rapports de communication par excellence que sont les échanges linguistiques sont aussi des rapports de pouvoir symbolique où s'actualisent les rapports de force entre les locuteurs ou leurs groupes respectifs*¹ ».

Mais la pratique est interrogée chaque jour des conflits. La propagande de guerre existe bel et bien, et au fil des âges, elle aurait cessé si elle ne servait à rien du tout. Ne voilà-t-il pas les journalistes au service de l'armée et de sa propagande ? Et pourquoi s'interdire la propagande contre l'ennemi ?

En attendant de répondre à des questions de recherche intellectuelle, des reporters de guerre encourrent déjà des conséquences de leur périlleuse posture. Elles sont de divers ordres.

Un journaliste commente : « *Je rappelle que lors de la Première guerre mondiale, 2 journalistes avaient*

¹ Pierre BOURDIEU, *Langage et pouvoir symbolique*, (Points-Essais), Editions du Seuil, 2001, p. 59-60.

été tués, la Deuxième 69 et que le seul conflit irakien a vu tomber plus de 200 journalistes et reporters¹ ».

Ils ne meurent pas tous, mais tous sont frappés, diraient des psychiatres : « *‘Je n’ai jamais vu un reporter de guerre sans aucun symptôme’, affirme le professeur Anthony Feinstein, du département de psychiatrie de l’Université de Toronto. Directeur de plusieurs études menées sur des centaines de journalistes, il estime qu’à l’instar des soldats, les reporters exposés aux combats n’échappent pas à leur retour à des troubles de stress post-traumatique ou PTSD («Post Traumatic Stress Disorders »), voire à des dépressions de degrés divers².* »

De leur point de vue, des sociologues observent : « *Troubles du sommeil, bouffées d’émotion incontrôlables, images qui tournent en boucle mais parfois aussi comportements violents : les symptômes peuvent être multiples. Certains ne peuvent dormir que la lumière allumée. D’autres ont besoin d’avoir toujours une arme à leur côté. On relève aussi des cas de violence conjugale. Si on regarde leur vie privée, on compte trois fois plus de divorces chez les reporters de guerre, et le double de problèmes d’alcool³.* »

¹ Cité par Laurent HOUSSAY, « Cette odeur de guerre qui ne disparaît pas », AFP Making-of : <https://making-of.afp.com/cette-odeur-de-mort-qui-ne-disparait-pas>

² *Ibidem*

³ *Ibid.*

Le grand reporter Jean-Paul Mari témoigne : « *La guerre, c'est cette chose qui fait que les hommes les plus forts se réfugient sous la table en criant "maman" ¹* ».

S'il est vrai que leur métier est si dangereux et qu'ils souffrent tant eux-mêmes, il est permis de se demander s'ils sont normaux au sens clinique du terme en retournant sur un terrain de reportage. Que cherchent-ils ? N'y a-t-il vraiment que l'amour de l'humanité à servir et le besoin de témoigner de ce qui se passe ? Ne sont-ils pas parfois, consciemment ou pas, plus metteurs en scène que témoins ? « *Témoin objectif ou metteur en scène involontaire* ² ? »

La question est bien celle-là : Aiment-ils tant l'humanité quand ils lui montrent le sang et lui transmettent le traumatisme vécu eux-mêmes ?

En RDC, le général d'armée Bahuma avait à cœur la protection des journalistes. Il avait hésité à en embarquer dans le front contre les rebelles du 23 mars dit M23. Dans une conférence de presse tenue après la victoire, il tenta de rassurer ceux qui s'étaient sentis discriminés : « *Nous avons, au contraire, besoin de la presse. Parce que certains nous attribuaient beaucoup*

¹ Laurent HOUSSAY, « Cette odeur de guerre qui ne disparaît pas ».

² Robert LESLIE, « Répression du vice, répression des doutes », <http://blogs.afp.com/makingof/?post/2013/12/12/nigeria-hisbah-kano>

de choses. Et il fallait des journalistes avec nous pour constater qu'il n'était rien. »

Le général avait besoin de témoins. Voilà un rôle attribué au journaliste dans les guerres modernes. Mais qu'advient-il lorsque le journaliste en vient à témoigner des aspects dont l'armée ne peut être fière ? Et si les médias et les journalistes se faisaient complices de la guerre malgré eux ? Et jusqu'où doivent-ils partager les responsabilités de la victoire et de l'échec ?

Le général canadien Romeo Dallaire, commandant des forces onusiennes pendant la guerre du Rwanda, a bien renseigné : « *Un correspondant de presse valait un bataillon sur le terrain*¹. » L'armée se joindra donc utilement les services des médias. Et les journalistes donneront-ils volontiers la parole aux protagonistes d'une guerre ? Et pourquoi pas aux terroristes et autres rebelles ?

2. Donner la parole à la violence ?

La liberté d'expression et d'information, élément majeur de la démocratie, ne manque pas de faire poser des questions lorsqu'il devient de plus en plus évident que « *le terrorisme moderne est médiatique* », selon un constat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : « *Les terroristes d'aujourd'hui exploitent*

¹ Cité par Pierre CONESA, *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, p. 257.

cette dynamique et agissent non seulement dans le but de faire souffrir leurs victimes, mais aussi pour attirer autant que possible l'attention du monde entier. Ils sont devenus "experts en communication", connaissant et appliquant les principes qui leur permettront d'obtenir l'attention des médias dans la plupart de leurs activités. Ils disposent désormais de l'équipement technique nécessaire, tel que des caméras vidéo et des connexions Internet et, en général, ils savent aussi quand et comment créer les images qui leur garantiront un impact médiatique maximal¹. »

Une Commission qui a étudié la question a, par exemple, recommandé aux professionnels des médias d'éviter de traiter la question du terrorisme de manière sensationnaliste évitant ainsi de donner plus d'impact au terrorisme. Pour ne pas faire le jeu des terroristes, les journalistes ne sont pas moins invités à continuer à informer sur le terrorisme. Il est recommandé plus de formation... Le Conseil de l'Europe reconnaît que des pays ont réduit la couverture médiatique sur les faits terroristes en pensant justement en réduire l'impact. Mais la Commission conseille, dans une approche plutôt libérale, de considérer que restreindre la liberté d'expression tombe ainsi dans le piège des terroristes.

¹ *Médias et terrorisme. Rapport de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation*, 20 mai 2005. Lire : <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=10914&lang=fr>

La Commission plaide pour la protection des journalistes qui sont souvent victimes du terrorisme, à divers ordres. Mais ne devrait-on pas aussi, par honnêteté intellectuelle, considérer un tant soit peu les cas où les journalistes sont des complices, à divers ordres, du terrorisme ? Il s'agit bien des journalistes professionnels et des institutions établies et non des amateurs profitant de la banalisation des technologies et principalement de l'internet. Les amateurs ignorent le code de déontologie et d'éthique, mais les professionnels sont censés y baser leur travail et en répondre. La déontologie leur interdit, par exemple, de montrer des images de violence extrême sous prétexte de contrer une certaine concurrence, dans la seule logique commerciale.

La responsabilité des médias est engagée. Le public l'évaluera toujours à sa manière. Il convient de l'y aider par anticipation possible.

Tout au long de son histoire, le magazine Jeune Afrique a essayé plusieurs tirs de ses lecteurs : *« Chaque fois que nos enquêtes et révélations ont joué un rôle dans le limogeage, la démission ou le départ forcé de tel ou tel responsable, c'est le même mauvais procès qui nous est fait. Il faut dire qu'en un demi-siècle de journalisme indépendant la liste de ceux qui*

doivent à J.A. leur disgrâce ou leur fin de carrière est plutôt longue¹. »

Voilà pourquoi le rédacteur en chef François Soudan explique : « Nous faisons notre travail, qui n'est pas de présenter une Afrique de conte de fées sur papier glacé, dans lequel les happy few aiment se mirer, mais l'Afrique telle qu'elle est, avec ses réussites et ses échecs, ses héros et ses salauds ».

Le 9 août 2012, la plénière du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC), à Kinshasa, a suspendu pour trois mois la Radio Soleil de Butembo (Nord-Kivu). Le maire de la ville avait déjà suspendu la radio à titre conservatoire. Le même maire avait déjà pris la même mesure pour Radio Liberté qui avait aussi, en mai, donné la parole à des mutins.

D'après l'ONG *Journaliste en Danger*, le directeur de la radio, Kennedy Muhindo, reconnaissait que le journaliste Papy Siméon avait accordé la parole au porte-parole des Forces Armées et à celui du mouvement rebelle M23 afin « *d'équilibrer l'information relative à l'attaque, vendredi 3 août 2012, de Kasindi et Lubiriya* ». Et d'ajouter ne connaître « *aucune loi en vigueur en RDC qui interdit aux journalistes ou aux*

¹ François SOUDAN « J.A. m'a tué » : <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2690p006-007.xml0/>.

médias d'accorder la parole aux mutins¹ ». Journaliste en danger rappelait cependant que le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC) avait émis un communiqué interdisant à toutes les chaînes des radios de la RDC de faire intervenir les auditeurs par téléphone dans les émissions sur la situation de l'Est. Le 9 août, à la question d'un journaliste de la radio kinoise RTVS1 de savoir si la Radio Soleil n'avait pas fait que respecter le principe de « deux sons de cloche », c'est-à-dire de la règle de l'équilibre à rechercher dans les situations controversées, le porte-parole adjoint du CSAC, le juriste Lwemba lu Mansanga, répondit que la loi de 1996 sur la liberté de la presse interdisait de donner la parole aux rebelles. D'autant que, en l'occurrence, le porte-parole rebelle demandait à la population de se désolidariser des forces armées nationales et d'accueillir les forces rebelles. En période de guerre, tranchait Lwemba, il n'y a que le point de vue du gouvernement qui vaille. Lwemba précisa que c'était d'ailleurs ainsi le cas partout ailleurs.

On pouvait croire le juriste Lwemba lu Mansanga. Avant sa mort le 5 juin 2015, il avait défendu, le 20 juillet 2012, une thèse de doctorat en droits humains et en droit de la communication sur le thème « *Législa-*

¹ http://www.jed-afrique.org/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=997&Itemid=9&id_alerte=1122

tion et régulation des médias en République Démocratique du Congo ».

La question serait de savoir pourquoi « ailleurs » on avait des lois à géométrie variable. Pourquoi, par exemple, les journalistes sont embarqués dans les forces armées américaines en Irak, alors qu'aucun d'eux n'a jamais montré le corps d'une victime américaine. Et l'autre question : Comment se fait-il que les médias occidentaux donnent l'impression d'aduler, de choyer le moindre chef rebelle africain dont ils deviennent pratiquement et gratuitement les chargés de communication ?

Radio France Internationale (RFI) et TV 5 Monde ont diffusé, dès le décembre 2011, les propos du candidat de l'opposition politique Etienne Tshisekedi de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) promettant une belle récompense à quiconque capturerait et lui amènerait Joseph Kabila vivant et ligoté. La Cour Suprême de Justice avait proclamé Joseph Kabila vainqueur des élections présidentielles du 28 novembre 2011. Il prêta serment. Arrivé deuxième, le candidat Etienne Tshisekedi ne reconnut pas cette victoire. Il se proclama président élu et, la main sur la Bible, « prêta serment », dans sa résidence, après que la police l'eut empêché d'atteindre le Stade des Martyrs où il avait donné rendez-vous à ses partisans pour cette « prestation de serment ».

Les Congolais n'auront entendu sur les radios et télévisions congolaises que la toute première partie de l'adresse du leader de l'UDPS appelant au calme. L'autocensure avait bien marché. Les médias crai-

gnaient sans doute les sanctions du CSAC. Pour avoir diffusé en direct, dans la soirée une interview du même Tshisekedi au téléphone d'Afrique du Sud, la RLTV de l'opposant politique Roger Lumbala avait vu son signal retiré, sur demande du ministre de l'Information Lambert Mende. Et la sanction fut entérinée et prolongée par le CSAC. Télé 50 et la radio Top Congo qui avaient repris des extraits de l'interview écopèrent d'un avertissement. Le politique Etienne Tshisekedi lui-même reçut un blâme pour appel à la violence.

Quant à la radio française RFI, elle fut suspendue de diffusion en Modulation de Fréquence sur décision du ministre Lambert Mende. Le CSAC entérina la décision pour 7 jours. En janvier 2012, le ministre Mende avait expliqué aux responsables de RFI, à Paris, que la RDC sortait à peine de la guerre, que la situation était trop fragile pour se permettre trop de liberté.

La célèbre Radio-Télévision Mille Collines accusée d'attiser la haine et de favoriser le génocide du Rwanda en 1994 n'est plus le 'modèle' du genre sur le continent africain. Bien des rébellions se sont succédé dans bien des pays. Et au fur et à mesure des conquêtes, les nouveaux seigneurs ont installé partout ou confisqué des stations de radio comme armes de guerre... Habiles, ils ont su aussi convertir en médias de la haine certaines radios dites internationales. Ce sont ces radios qui ont créé un certain genre de rebelles ou de « voix ». De sorte que des journalistes de ces radios posent de sérieux problèmes de déontologie dont ils ne semblent pas conscients, tendus qu'ils sont

à donner toujours plus de nouvelles de guerres et de sauter d'une guerre à une autre, d'une rébellion à une autre.

3. Des journalistes chez les rebelles ?

L'effet inattendu d'une pratique peu professionnelle de la couverture de la guerre est d'exalter les terroristes et autres seigneurs de guerre, de rassurer ainsi leurs admirateurs. Les criminels deviennent alors des héros. Mais n'est-il pas professionnel d'aller chercher l'information chez les rebelles ?

Invité comme « grand témoin » sur Radio Okapi le samedi 22 novembre 2008, le Belge Arnaud Zajtman, devenu reporter de la télévision France 24 après avoir été correspondant de la BBC, dit que son métier est celui de la vérité. Une vérité qui déplaît parfois, comme lorsque le mouvement rebelle du CNDP de Laurent Nkunda a commencé à l'accuser pour son reportage sur les massacres perpétrés par le mouvement rebelle à Kiwanja en novembre 2008. Le reportage de Zajtman et d'autres journalistes a révolté le monde. Les évêques congolais ont alors publié leur déclaration du 14 novembre 2008 parlant d'un « génocide silencieux ».

Mais quelle est la vérité du journaliste ? Nous, on est là pour montrer, répond Zajtman. Le journaliste dit que la responsabilité est personnelle et que le journaliste qu'il est ne peut porter la responsabilité de ce que décident les diplomates, par exemple. Zajtman ne manque pas de faire constater qu'au Congo, les gens

accusent facilement les étrangers. Mais en tant que journaliste, explique-t-il, on est obligé d'aller sur les lieux.

Et comment le journaliste passe-t-il assez facilement la ligne, va-t-il d'un camp à l'autre ? Zajtman explique que les rébellions n'ont pas de légitimité politique, qu'elles ont alors souvent besoin de la presse, car elles attendent qu'on parle d'elles.

Ne pourrait-on pas penser que le journaliste octroie donc consciemment une existence à la rébellion ? N'est-il pas complice ? Jusqu'au moment où la rébellion lui en veut ou le pouvoir l'arrête... ?

Et lorsqu'un journaliste est tué, il ne l'est pas par une balle perdue, c'est parce qu'il est visé, reconnaît le reporter de France 24. Par ailleurs, la mort d'un journaliste comme Didace Namujimbo de Radio Okapi/Bukavu, tué près de son domicile le soir du novembre 2008 fait mal à Zajtman. C'est nous tous qui sommes visés, croit-il. Il juge archaïques les méthodes des tueurs. Pas besoin de tuer un journaliste ; il suffit de lui dire les choses clairement, conseille le journaliste. Et de préciser : C'est plus humain... On est au vingt-et-unième siècle...

Pour sa part, le journaliste nigérien Moussa Kaka, correspondant de Radio France Internationale, avait été arrêté le 20 septembre 2007, accusé d'« *atteinte à l'intégrité du territoire national par entente avec des éléments du MNJ (Mouvement des Nigériens pour la Justice)* » une rébellion touareg. Il fut libéré en octobre 2008. R.F.I. avait mené une campagne pour expliquer que le journaliste n'avait agi que dans le cadre strict de

son travail. Sans aller défendre le cas devant le juge, ce sont les lobbies des défenseurs des droits des journalistes (RSF) qui défendent... En 2012, le correspondant de R.F.I. a réussi l'exploit d'un reportage chez les islamistes qui ont déclaré République indépendante le nord du Mali. A un confrère qui l'interroge sur les conditions de travail et cet exploit, il explique qu'il faut avoir un bon « carnet d'adresse ».

En juin 2012, la même radio doit prendre fait et cause pour son correspondant en kiswahili à Bujumbura au Burundi. Hassan Ruvakuki est accusé de « complicité avec le terrorisme » et condamné à la prison à vie. Ce que R.F.I. tient à démentir, bien sûr, dans les bonnes formes. Lors du jugement en appel, le 8 novembre 2012, le journaliste plaide sa cause. Il explique que pour faire son travail, il est bel et bien allé en Tanzanie en vue de couvrir la naissance d'une nouvelle rébellion contre le Burundi, et il s'étonne d'être traité comme un criminel : *« Si vous estimez que c'est l'information qui doit venir au journaliste, gardez-moi en prison, a-t-il lancé, mais si vous jugez que c'est le journaliste qui doit aller à la recherche de l'information, relâchez-moi car je suis innocent¹ »*. Et un avocat de plaider que nulle part la loi burundaise n'interdit à un journaliste d'aller chercher l'information auprès des bandes armées. Le procureur du Tribunal en veut pour preuve accablante le fait que

¹ <http://www.rfi.fr/afrique/20121109-burundi-rfi-hassan-ruvakuki-proces-swahili-defense-kabayaba>

le journaliste avait gagné la Tanzanie clandestinement, avec ses coaccusés, ce qui traduirait l'intention de subversion. Les avocats du journaliste firent alors intervenir un journaliste français :

« L'audition de Hassan Ruvakuki se poursuivait à la mi-journée ce jeudi 8 novembre 2012, dans l'attente du témoignage d'un journaliste international, requis comme un expert par la défense et qui a promis de faire part de son expérience de journaliste qui n'a pas pu respecter la loi, en expliquant comment il a rencontré et interviewé sans l'aval de sa direction de nombreux rebelles africains, aujourd'hui à la tête de plusieurs pays de ce continent¹. »

Le 8 janvier 2013, le jugement en appel a condamné le journaliste et ses co-accusés à trois ans de prison ferme pour « participation à une association formée dans le but d'attenter aux personnes et propriétés ». Le mercredi 6 mars 2013, il a été libéré provisoirement, pour qu'il aille se faire soigner, alors que ses collègues journalistes burundais organisaient en sa faveur une marche hebdomadaire chaque mardi. Le 16 octobre 2013, le ministre de la justice signa une ordonnance accordant au journaliste la liberté conditionnelle et l'autorisait à reprendre une activité professionnelle. Le journaliste avait purgé plus d'un quart de sa peine.

¹ <http://www.rfi.fr/afrique/20121108-burundi-hassan-ruvakuki-tanzanie-rfi-swahili-gitega>

En mai 2012, l'Organisation congolaise *Journalistes en danger* se mit à défendre le cas de la journaliste Gisèle Kaj, correspondante de Radio Okapi à Goma. Le gouverneur de la Province, Julien Paluku, l'aurait accusée de jubiler en annonçant la prise de villes par des soldats mutins qui formèrent un nouveau mouvement rebelle, le M 23. Le communiqué de *Journalistes en Danger* imputait d'avance au gouverneur tout le mal qui arriverait à la journaliste. Le porte-parole de la MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo) promit une information approfondie...

Le gouverneur de province se défendit d'en vouloir aux médias en général et à Radio Okapi en particulier. Mais violait-il la liberté de la presse en souhaitant, bien entendu, un autre traitement journalistique de la situation sécuritaire dans sa province ? Et s'il fallait défendre les journalistes contre le piège des seigneurs de guerre, qui commence par le mensonge pour « embarquer » les journalistes ?

Dans le décret *Inter mirifica* sur les moyens de communication sociale, le Concile Vatican II invite à la prudence. Il ne convient pas d'exposer le mal moral sans discernement :

« *Le récit, la description ou la représentation du mal moral peuvent assurément apporter, grâce aux moyens de communication sociale, une connaissance et une analyse plus profondes de l'homme, une manifestation et une exaltation du vrai et du bien en toute leur splendeur, si l'on ménage par ailleurs les effets dramatiques appropriés. Cependant, pour que cela*

soit plutôt profitable que nuisible aux âmes, il faut se conformer rigoureusement à la morale, surtout quand il s'agit de thèmes qui exigent une certaine réserve ou qui éveillent plus facilement des désirs mauvais chez l'homme blessé par le péché originel. »¹

En disant qu'il faut se conformer rigoureusement à la morale, les évêques renvoient certainement aussi à la déontologie. Le code des journalistes congolais, adoptés en 2004, inspirés de la Charte de Munich, avec ses droits et ses devoirs, oblige à la vérité et à la liberté mais aussi au respect de la dignité de la personne.

Mais force est de reconnaître que l'exposé du mal se porte plutôt bien surtout en période de guerre. Mais la propagande du crime semble parfois ne jamais concerner les journalistes. Qu'il s'agisse des médias congolais ou, plus encore, des médias « occidentaux », les chefs rebelles et leurs porte-parole deviennent du jour au lendemain des interlocuteurs privilégiés. Tout soulèvement armé contre des régimes sont présentés comme des actes de courage et donc de vertu.

Voici la France. En mars 2012, le jeune Mohamed Merah, circulant à moto, a filmé lui-même par ses propres soins les sept meurtres qu'il a commis au nom d'Al-Qaida à Toulouse et à Montauban. Par ses soins, il a fait parvenir la vidéo au bureau parisien de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera et de chaînes de télévision françaises. Toutes ont refusé de les diffuser.

¹ *Inter mirifica*, n° 7.

Raison avancée ? « *Ce serait contraire à notre éthique de journalistes et ça n'apporte rien de plus à l'enquête* », a expliqué le responsable parisien d'Al-Jazeera.

Il est vrai que les familles des victimes, le président de la République Nicolas Sarkozy et le Conseil Supérieur de l'audiovisuel, organe de régulation des médias, se sont opposés à toute diffusion de ces images. La loi française leur donnerait raison. D'après l'article 9 du code civil, en effet, chaque individu a droit au respect de sa vie privée. L'information légitime du public ne peut entraver l'intimité de la vie privée des individus. Il est ainsi devenu une loi de ne pas montrer les photographies de personnes décédées, lors d'un accident, par exemple, surtout si elles peuvent être reconnaissables.

Par ailleurs, le code pénal assimile à une « complicité » le fait d'enregistrer (sur son téléphone, par exemple) et de diffuser des images d'un crime, sauf si c'est pour besoin d'information du public ou pour servir de preuve en justice.

Mais le dimanche 8 juillet 2012, l'émission « Sept à huit » de la chaîne française TF1 s'est permis une entorse à la loi et à la coutume. La chaîne de télévision a diffusé de larges extraits de la longue discussion de 4 heures tenue le 20 mars 2012 entre les négociateurs de la police et le meurtrier qui avait été assiégé pendant 32 heures avant d'être abattu.

Les familles des victimes ont porté plainte contre la chaîne de télévision. Mais c'est surtout la police qui a reproché à la chaîne de télévision de violer le secret de

l'instruction, vu que le document vidéo comptait parmi les pièces du dossier. La directrice de l'information de TF1 répondait d'avance qu'il s'agissait du droit de l'information. Le producteur et le présentateur de l'émission ont eu beau enchérir en expliquant n'avoir retenu que des extraits contenant de vraies informations, c'est-à-dire pour honorer le droit du public à l'information.

Il reste que TF1 retira les documents de son site internet et s'interdit toute rediffusion. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel avait recommandé de ne pas diffuser les éléments. Il allait examiner le dossier du point de vue des obligations déontologiques. Et le ministre de l'Intérieur le déplorait aussi. Le parquet ouvrit une enquête pour violation du secret de l'instruction, et la police des polices se mit à chercher l'origine de la fuite d'informations.

On peut se demander dans quelle mesure ce droit à l'image est respecté lorsqu'il s'agit, dans les médias français et occidentaux en général, des victimes des pays étrangers non-occidentaux. On n'a jamais vu le corps d'un des soldats américains morts en Afghanistan ou en Irak.

Mais qu'en est-il du respect des morts d'autres pays ?

4. Journaliste et tueur ?

L'histoire suivante racontée par le journal *La Libre Belgique* du 24 juin 2008 n'est pas du tout fictive.

Macédoine

Le journaliste tue, et raconte

Jean-Arnault Dérens

Mis en ligne le 24/06/2008

Un vrai polar a eu lieu à Kicevo, en Macédoine. Un journaliste aurait assassiné quatre femmes âgées, et raconté ses méfaits, dans ses articles.

Correspondant dans les Balkans

C'est un étonnant scénario de polar ou de thriller qui vient de se jouer dans la bourgade de Kicevo, petite ville plutôt morne de l'ouest de la Macédoine. Ces deux dernières années, plusieurs meurtres ont défrayé la chronique locale, le plus souvent occupée par les difficiles relations macédo-albanaïses.

Kicevo est en effet une ville mixte : dans les lépreux immeubles socialistes du centre, les Macédoniens sont très majoritaires, tandis que les Albanais dominent la périphérie et les villages. Toutes les victimes avaient le même profil : plutôt âgées, elles travaillaient comme femmes de ménage. Elles étaient toutes macédoniennes et mères célibataires. Elles ont été violées, puis découpées en morceaux.

A Kicevo, il y avait un journaliste, correspondant attitré de presque tous les médias de Skopje, la capitale macédonienne, et notamment de "Nova Make-

donija", le plus vieux journal du pays. Naturellement, Vlado Tanevski a rendu compte de ces meurtres, avec force détails.

Somme toute, c'était plutôt une aubaine dans une carrière un peu ennuyeuse de journaliste local dans une petite ville où il ne se passe jamais grand-chose. En bon professionnel, Vlado Tanevski allait interviewer les proches des victimes ainsi que les policiers chargés de l'enquête. Tout le problème est que les articles de Vlado Tanevski étaient vraiment trop précis. Il apportait des détails que seule connaissait la police, ou même que celle-ci ignorait encore. Au point que cela a fini par mettre la puce à l'oreille des enquêteurs locaux, qui n'ont pas tardé à se douter que si Vlado Tanevski était si bien informé, c'est parce qu'il avait toujours été, selon la formule consacrée, "la dernière personne à avoir vu les victimes vivantes".

Le journaliste était aussi le meurtrier. Vlado Tanevski a été arrêté vendredi soir. Les analyses ADN ont prouvé qu'il était au moins l'auteur de deux des meurtres, deux autres crimes pouvant peut-être aussi lui être imputés.

Détenu à la prison régionale de Tetovo, à une cinquantaine de kilomètres de Kicevo, il s'est suicidé samedi soir, en plongeant la tête dans un sceau d'eau.

L'affaire fait bien sûr les gros titres de la presse macédonienne. "Nova Makedonija" vient de lancer une nouvelle formule, alors que le titre n'en finit plus de mourir depuis des années. Les commentateurs

spéculent sur les motivations psychologiques des crimes : toutes les victimes auraient ressemblé à la mère du tueur, sinon par leur physique du moins par leur profil social. Certains lancent d'autres rumeurs à connotation politique. Un tel machiavélisme est sans doute exagéré, et l'on peut au moins formuler une autre hypothèse : le correspondant local Tanevski s'ennuyait tellement qu'il a voulu offrir à sa ville une histoire sortant de l'ordinaire, dont il est devenu le chroniqueur attiré. En somme, une forme de "professionnalisme" poussée à l'extrême.

5. Puissance et impuissance

Que peut le journaliste et que ne peut-il pas pour éviter de se rendre complice ou coupable du crime des seigneurs de guerre ?

Le sort du journaliste nigérien Moussa Kaka évoqué plus haut a tenu en haleine bien des intellectuels africains et congolais. La libération du journaliste fut un soulagement dont personne ne put boudier le plaisir. Beaucoup, en RDC, pensaient à la situation confuse dans l'est du pays. Dans le vaste pays, les échos de la guerre passaient parfois comme dans un conte.

Voici, par exemple, le témoignage et l'indignation du journaliste Tryphon Kin-Kiey Mulumba, ancien porte-parole de la rébellion du RCD/Goma et devenu député et ministre, membre de l'Alliance de la Majori-

té Parlementaire. En 2008, l'Alliance avait élevé une protestation contre les affirmations de Ghislaine Dupont, journaliste sur Radio France Internationale. Tryphon Kin-Kiey rappelle le passé de la journaliste :

« Sur la R-dC, chaque matin, l'expert maison Ghislaine Dupont s'enfonce comme elle veut ou elle peut – qu'importe ! Il ne s'en trouvera pas un fonctionnaire ou une organisation pour opposer la riposte ! Jadis, Mme Dupont fit partie de la marche victorieuse de l'Afdl d'Uvira à Kinshasa. A-t-elle des factures que Kin n'aurait pas réglées ? Il reste que Rfi paraît trop excessive et trop spécialisée pour une radio lointaine. Elle qui croit avoir vu une guerre qui aurait régné à Kin dans le processus de désignation du Premier ministre et qui lui vaut une vigoureuse protestation de l'Amp ! » (Le Soft international, n° 965, 10 octobre 2008, p. 1).

Du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, dans une séance retransmise en direct à la Télévision nationale, et sans doute bien suivie par le peuple friand de nouvelles en ce lendemain de la reprise des hostilités dans l'est du pays, l'honorable député Tryphon Kin-Kiey Mulumba a bien ému le peuple congolais. S'adressant le 1^{er} novembre 2008 au Premier ministre Adophe Muzito qui présentait son programme pour l'investiture, le député déplorait le déséquilibre dans l'information nationale :

« Le Kivu c'est chez nous mais pour savoir ce qui s'y passe, il faut zapper sur les chaînes internationales, écouter les radios internationales, nos centaines de journaux, nos centaines de télés et de radios re-

prennent incroyablement des articles des journaux étrangers, des radios et des télévisions étrangères, sur des événements qui se déroulent chez nous. Quel paradoxe ? Nos médias n'ont pas de contenu – c'est peu de le dire, d'où leur désaffection par le public. Mais le contenu, ce sont les agences de contenu qui le proposent. » (Le Soft International, n° 968, p. 3).

Voilà que quelques semaines plus tard, l'ancien porte-parole de la rébellion du RCD/Goma se souvient de la réalité du terrain de la connivence entre les journalistes de guerre (du Congo), les services secrets et les Etats :

« Nous avons beau affiner notre stratégie diplomatique et/ou de communication, les grands médias sont aux ordres des puissants. Eux seuls distribuent la parole dominante. Qui a tort ? Qui a raison ? Là n'est plus la question pour des médias à la recherche du spectaculaire et de la simplicité, à la recherche de l'inédit, des hors normes. Les correspondants de presse ne recherchent plus la vérité - l'objectivité est désormais un vain mot. La justice ? L'équité ? Ils n'en ont cure ! »

Et se faisant conseiller en communication, Kin-Kiey y va d'une « révélation » :

« Les chancelleries - les services secrets - coachent les équipes de presse en fonction des intérêts de leurs centrales et offrent la sécurité aux journalistes, les guident jusque dans la jungle la plus profonde avant de les mettre dans les avions pour les renvoyer chez eux. Ceux-ci heureux d'avoir fait leur boulot ! Avons-

nous compris pourquoi notre voix devient inaudible¹ ? »

En 2012, le mouvement rebelle du CNDP s'est bel et bien mué en M23. Le journaliste Phil Moore de l'Agence France Presse est à Goma lorsque la rébellion capture la ville². On s'étonne devant la facilité avec laquelle le journaliste arrive au Rwanda et passe, du jour au lendemain, dans les deux régions de la RDC contrôlées respectivement par l'armée gouvernementale et par la rébellion. Et son récit dit comment, aussi facilement, au volant d'un véhicule, il passe en avant puis à l'arrière des lignes de l'armée gouvernementale lorsque des rebelles du M23 sont devant lui et qu'ils entrent dans la ville de Goma. Et comment aussi, d'ailleurs, il peut « *passer des heures à zigzaguer à travers les zones de conflit tenues par l'une ou l'autre des milices le long de routes défoncées* ». Et c'est lui qui a « *pris les premières photos du M23 à Goma* ». Et les rebelles affichent une « indifférence » lorsqu'il les photographie. Il les admire : « *Ils avançaient en file indienne, passant sous le nez des casques bleus impuissants dans leurs blindés. Ils ont marché jusqu'au poste-frontière avec le Rwanda. J'ai été impressionné*

¹ *Le Soft*, 21 novembre 2008.

² Lire : Phil MOORE, « 'Je vous aime beaucoup, c'est pourquoi nous sommes ici' », sur *AFP Making-of* : <http://blogs.afp.com/makingof/?post/2012/11/28/%C2%A B-Je-vous-aime-beaucoup%2C-c%E2%80%99est-pourquoi-nous-sommes-ici-%C2%BB>

par leur détermination et leur discipline. Ils regardaient droit devant, et marchaient au pas. »

La facilité fait rêver et fait penser à un jeu d'enfant vu sur une chaîne de télévision de dessin animé : *« J'ai sauté dans un avion un samedi soir et je suis arrivé à Goma alors que le M23 était en train de marcher sur la ville. Le dimanche soir, les rebelles avaient avancé jusque dans la banlieue de la ville et provoqué, rien que dans une des villes conquises, la fuite de 60.000 personnes, dont la plupart avaient déjà été déplacées par le conflit au cours des mois précédents. Le mardi, la ville était aux mains du M23. Malgré les assurances des Nations unies qu'elles ne laisseraient jamais tomber Goma. »*

Les balles sifflent, les obus de mortier pleuvent, les habitants se terrent chez eux, mais le journaliste circule dans Goma. Les précautions sont prises au minimum lorsqu'il va à la rencontre des rebelles, car ce journaliste est bien un être de chair et de sang : *« En me rapprochant, je brandissais mon appareil photo en l'air, n'étant pas sûr de leur réaction face à un journaliste prenant des images. J'ai souvent été confronté aux manifestations d'agressivité de soldats dès qu'on pointe un objectif vers eux. »*

Ce journaliste est un vrai héros : *« Après avoir pris plusieurs images de leur passage, j'ai couru jusqu'à la tête de leur colonne tout en téléphonant au chef du bureau de l'AFP à Kinshasa, la lointaine capitale de la R.D. Congo. »*

Ce héros est un être de chair et de sang. Il peut avoir peur. Il décrit les exploits des soldats rebelles et

la débandade des soldats gouvernementaux ou l'impuissance des casques bleus. Mais il sait aussi s'émouvoir. « *Comme d'habitude, les combats ont fait leur lot de victimes civiles* ». Le journaliste compte les victimes civiles dans les hôpitaux. Il publie la photo d'un enfant de 12 ans touché par une balle. Et celle d'un adulte qui découvre enfin le corps brûlé de son père, un médecin militaire. Le journaliste dit avoir « *assisté à beaucoup de déplacements de population dans ce pays, mais jamais de l'ampleur de l'exode de Sake.* ».

Que peut faire le journaliste ? Pour une fois, il y a pensé : « *En assistant à la harangue du lieutenant-colonel Kazarama, le lendemain dans le stade de football, je me suis souvenu de ce que signifie mon métier : être le témoin de la marche de l'histoire. Mais pendant que les rebelles se réjouissaient, des civils payaient, de par leur deuil, le prix de leur avancée.* »

Que peut faire le journaliste ? Apparemment, rien. « *Entre la nouvelle vague de propagande lancée par le M23 et la crainte qu'inspire à la population l'armée gouvernementale, il est difficile de prédire quand ce cycle de violence et d'exodes se terminera enfin.* »

La désinformation poursuivra son chemin. Elle accompagnera les seigneurs de guerre. Et le journaliste sautera dans un avion, il prendra des photos, comptera les victimes civiles. C'est la marche de l'histoire...

Des accusations sont décochées contre des journalistes comparés alors à des vautours, des charognards, qui ne respecteraient point le malheur d'autrui, se délecteraient plutôt de la souffrance humaine.

Voici une journaliste de l'Agence France Presse qui a couvert le génocide rwandais en 1994¹. Basée à Nairobi au Kenya, elle s'y est rendue plusieurs fois. Elle a connu aussi le Burundi. En 1997, elle a vécu aussi des massacres en RDC lorsque des Rwandais y ont poursuivi les « génocidaires ». La journaliste a vécu pendant deux ans le même cauchemar : « ...pendant deux ans j'ai fait le même rêve horrible, où j'étouffais sous un tas de cadavres. »

Le 8 avril 2014, Annie Thomas raconte sa journée du 11 avril 1994 à Kigali, une journée où « *la morgue déborde* ». Elle révèle avoir lu ce jour-là une pancarte portant la mention « *AFP Interhamwe* », assimilant ainsi son agence de presse aux génocidaires. Avec d'autres confrères comme Jean Hélène, qui couvrait pour Radio France Internationale et qui sera assassiné en Côte d'Ivoire en 2003, elle a souffert des accusations. Au Rwanda comme ailleurs, les journalistes étaient mis en cause.

Pour sa vie, la journaliste a au moins retenu une leçon qui sonne comme un aveu d'impuissance : « *Après tout ça, je n'arrive à croire que les enfants, et encore, les petits. J'ai le sentiment que tout le monde ment, tout le temps.* »

¹ Annie THOMAS, « Couvrir le génocide », AFP Making-Of. Les coulisses de l'info : <https://making-of.afp.com/couvrir-un-genocide>

Or, les journalistes sont les premiers à être tenus pour ces menteurs. Quoi qu'ils fassent. Le mensonge est une violence faite à la vérité. Le mensonge touche ici une dimension fondamentale, commune aussi bien au journaliste qu'au consommateur des médias. C'est la dimension éthique et déontologique voire religieuse, celle qui touche l'humain en tout être de chair et de sang.

Annie Thomas écrit avoir même vu un « *drôle de curé qui porte un pistolet à la ceinture* » !

La désillusion voire le dégoût ou autre sentiment déprimant sont aussi partagés par les journalistes africains et congolais. Nicaise Kibel'Bel confie :

« Une fois les rebelles accèdent au pouvoir par le jeu des négociations-dialogues, ces journalistes qui les connaissent pour les avoir vus tuer leurs populations deviennent des cas de conscience et sombrent souvent dans la démence. Les nouveaux maîtres ne souhaitent ni les voir, ni entendre parler d'eux, ni les recevoir. Ils prient pour leur anéantissement physique. D'où le stress. Et la population qui avait adulé ces journalistes ne souvient même plus d'eux. »

Conclusion

Que les journalistes soient mis en cause dans une guerre, comment ne pas le comprendre lorsque l'on connaît le pouvoir des mots ? Même quand il veut seulement décrire la réalité des événements qui se déroulent sous ses yeux, le journaliste recourt au discours, et les mots portent toujours de multiples sens

qui sont parfois autant d'échos de la propre voix de l'auditeur, lecteur ou spectateur.

Que des instigateurs de guerres cherchent à utiliser les médias à leurs services est de bonne... guerre. Et que des va-t-en guerre adossent la jaquette du journaliste pour mieux se faire passer entre les lignes ennemies, c'est aussi l'une des ruses du diable. Depuis le commencement, il corrompt l'homme et lui fait commettre le mal.

Mais qu'est-ce qui obligerait les médias à amplifier la propagande d'un groupe terroriste, à avaliser ses thèses et à les soutenir ? La vigilance sera de mise, technique et professionnelle. Mais peut-on soutenir jusqu'au bout l'idée d'une innocence des médias ? La réponse ne concerne pas seulement la déontologie ni même l'éthique. Elle peut être spirituelle.

3.

Prier pour la guerre ?

« Vous avez entendu qu'il a été dit aux anciens : Tu ne tueras point ; celui qui tuera mérite d'être puni par les juges. Mais moi, je vous dis que quiconque se met en colère contre son frère mérite d'être puni par les juges » (Matthieu 5,21-22). Le verdict de Jésus est sans équivoque. Si se mettre en colère ou insulter quelqu'un est déjà punissable, que peut-on penser de la guerre qui tue ?

«*Seule la paix est sainte, pas la guerre !*» Le pape François l'a écrit en insistant dans son Message pour la cinquantième Journée mondiale de la paix, le 1^{er} janvier 2017. Il l'a auparavant rappelé dans les mêmes termes à 500 leaders religieux, le 20 septembre 2016, à Assise, lors de la trentième rencontre mondiale interreligieuse pour la paix. Ces représentants de neuf religions ont signé un nouvel appel à la paix. Ils se voulaient des «*pèlerins en recherche de paix*». Ils n'avaient que la prière pour toute arme, rappelait le pape. Voilà une vision bien naïve, diront les ennemis de la paix, ceux qui, par ailleurs, accusent les religions de fomenter des guerres et ceux qui implorant Dieu pour mener la guerre à leurs côtés.

La tradition de l'Eglise catholique et celle de diverses religions présentent d'illustres témoins de la

non-violence qui n'ont brandi que les seules armes de la justice et de la vérité pour répondre à la guerre et à la violence.

Tout ne commence-t-il pas par la Bible ? Voici un livre qui enseigne l'amour du début à la fin et qui pue le sang humain du début à la fin. Faut-il que la Bible résonne ainsi de la violence et de la guerre pour mieux prêcher la paix ?

1. La Bible pue mais rassure

Le sang de victimes de guerres et persécutions ou massacres empuantit les pages de la Bible, mais le Livre rassure par la joie de la résurrection du Christ, « *premier-né d'entre les morts* ». L'Ancien Testament présente Dieu à la fois comme l'« *éternel des armées* » et comme « *briseur de guerres* » (Judith 16,2). Jésus inaugure le Nouveau testament comme une ère de la non-violence.

Un constat s'impose : « *La Bible est remplie de récits de violence dont certains pourraient être facilement taxés de criminels ; en tout cas bon nombre d'entre eux heurtent notre sensibilité*¹. » Les psaumes

¹ André KABASELE, « Tamar abusée et vengeance : quelle justice dans la violence ? », dans Jean-Luc Vande Kerkhove (dir.), *Violence, justice et paix dans la Bible*. Actes des deuxièmes Journées bibliques de Lubumbashi 20-23 mars 2006, Editions Don Bosco, Lubumbashi, p. 79.

récités dans l'Office divin, la Prière du Temps présent, retentissent de cette victoire du « peuple élu » à qui Yahvé a donné en héritage la terre des Hittites, des Amacélites, des Amorites... Le désir profond de la paix accompagne le chant pour la victoire militaire. La parabole de la sortie d'Égypte « à bras étendus » comme geste fondateur du salut par excellence ne cache pas le fait qu'elle exalte une conquête violente sous les Juges et les Rois. L'Exode, la marche à travers le désert et l'entrée dans la Terre promise sont des conquêtes armées. Égyptiens, Araméens, Assyriens, Babyloniens ne sont pas des alliés des Israélites.

On en dégagera bien une vision spirituelle : Les prophètes de la Bible annoncent que la guerre sera sans merci entre les forces du mal et la puissance de Dieu. La lutte se livre entre le mal et le bien, les ténèbres et la lumière.

A Assise, on s'est rendu compte, une fois de plus, que malgré les apparences en ce temps du terrorisme international, le monde aspire toujours à plus de paix, à moins de violence. Et les yeux des victimes comme ceux des bourreaux, qui deviendront peut-être des victimes à leur tour, se lèvent vers le ciel, le même ciel. Les appels et les soupirs montent des lèvres et des cœurs de la même humanité répandue aux quatre points cardinaux. Dans toutes les religions, on prie pour la paix. Jamais on ne priera pour la guerre !

Pourtant, il y en a qui disent avoir des raisons d'imputer aux religions la tendance à allumer et à attiser des guerres. En l'occurrence, la Bible et toute

l'histoire du peuple juif sentent mauvais. Le sang est répandu partout¹.

Et Jésus, annoncé comme messie, prince de la paix, vient assumer la violence et enseigner à chaque disciple à vivre la violence en soi-même et à travailler pour la vaincre ensuite au dehors, partout et jusqu'à la fin des temps. Mais seule la foi est garante de la victoire finale, de la paix perpétuelle. En attendant les temps derniers, comment concevoir autrement la mission de l'Eglise sinon comme celle de la prière, de la pacification et de la réconciliation menée tous azimuts ?

Le philosophe Julien Freund (1921-1993) croit lire dans l'histoire des « époques de la sacralisation de la guerre par la plupart des religions ». Et il retrouve la sacralisation et la célébration de la guerre non seulement dans les légendes et mythes fondateurs des sociétés mais également dans « la Bible où la guerre est

¹ En 2016, les nouvelles technologies sont mises à contribution pour le dire, faute de le prouver. Ainsi, l'ingénieur américain Tom Anderson a développé un logiciel d'analyse de textes. Appliqué sur l'Ancien Testament, le Nouveau Testament et le Coran, il lui révèle que la Bible contient plus d'allusions à la violence, à la destruction et au meurtre que le Coran. Lire : <http://www.lci.fr/insolite/la-bible-est-plus-violente-que-le-coran-selon-un-logiciel-danalyse-de-texte-1503485.html>

l'instrument adopté par Dieu pour châtier l'infidélité des hommes¹ ».

Le philosophe et anthropologue René Girard (1923-2015) aura soutenu la thèse selon laquelle toute société humaine est basée sur la violence. Et il présentait la Bible comme un fonds de récits où la rivalité mimétique engendre la violence. Mais pour lui, de nombreux personnages de la Bible révèlent le mécanisme victimaire des choses cachées depuis la fondation du monde : contrairement au paganisme, la divinité n'a rien de la violence humaine. Et la Bible montre justement comment surmonter la violence en faveur de la non-violence.

Jésus aura été la seule victime capable de révéler jusqu'au bout la vraie nature de la violence : « Jésus, nous l'avons vu, est la cause directe mais involontaire des divisions et des dissensions que son message ne peut manquer de provoquer, en raison de l'incompréhension quasi universelle, mais il est bien évident que toute son action est orientée vers la non-violence et qu'aucune action plus efficace ne saurait se concevoir². »

¹ Julien FREUND, « Réflexions sur l'idée de la guerre dans la philosophie présocratique », p. 514.

² René GIRARD, *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Grasset, Paris, 2001.

2. Avec Jésus, contre la haine et la vengeance

Le fondamentalisme religieux, qui allumerait des guerres dans le monde, voilà le masque hideux à travers lequel certains contemporains voient la religion¹. Et pendant ce temps, les fidèles des Eglises et religions se défendent de leurs meilleures intentions pacifistes.

¹ Tel fut le cas d'un agent de la Mission des Nations-Unies au Congo (MONUC). Il était chargé de préparer une collaboration éventuelle entre le réseau des radios catholiques et Radio Okapi, la « radio de la paix », initiée et soutenue par les Nations-Unies au sortir de la guerre sévissant dans le pays depuis quelques années. L'Eglise catholique présentait un vaste réseau dont la capillarité étendue sur l'ensemble du pays aurait permis un rebond technique facile et une répercussion de l'idéal de la construction de la paix. Les Nations-Unies pouvaient appuyer les radios catholiques en renforçant les capacités techniques et professionnelles du personnel. Mais l'agent onusien recommandait, en cas de collaboration, la suppression de tout programme religieux des antennes... catholiques. Parce que, expliquait-il placidement, les religions emmènent la guerre. Son interlocuteur lui expliqua que dans le pays qui se débattait pour sortir de la guerre, les confessions religieuses avaient souvent été les seules à tenir un discours et à mener des actions de pacification. Et le projet de collaboration s'est arrêté là, sur la difficulté à sortir du malentendu.

On entend de façon distincte certains se revendiquer d'une « guerre sainte ». La liberté d'expression est acquise pour tous pour revendiquer ce qu'ils tiennent pour un devoir « sacré » : tuer, faire la guerre. On ne craint pas tant une guerre entre les religions qu'une guerre menée par les religions au nom de Dieu. Les croyants doivent montrer que leur prière quotidienne appelle bien la paix et rejette la guerre. Les Eglises et religions devraient même le démontrer en éduquant à la paix.

Et ils n'auraient pas mieux que la Bible pour le faire. Car on peut considérer, dans la Bible, non la foule des puissants et autres tortionnaires, mais la souffrance des victimes innocentes. A la lecture, en effet, on se rend compte qu'avant Jésus, l'agneau immolé, la Bible dévoile une galerie de témoins, victimes des guerres, de la persécution ou de la méchanceté ordinaire. Dès la Genèse, Abel, le juste, ouvre la série qui se clôture dans l'Apocalypse avec la foule immense des anonymes qui ont lavé leur robe dans le sang de l'Agneau. Leur geste de consentement rappelle celui de Jésus qui résume à lui seul la souffrance de tous les martyrs de l'ancien Testament tout en indiquant la voie à d'autres qui viendraient, jusqu'à la fin des temps.

Ce lourd geste de la mort, le catholique y consent chaque jour et l'appelle sur lui en participant au sacrifice de la messe. Elle commence et se ferme par le geste de la croix que le fidèle pose sur son corps et donc sur sa personne. Le geste peut être banal, machinal. Mais il reste lourd de conséquence. Car sous ce signe de la croix, symbole du supplice et de la mort, la

messe prolonge et actualise le sacrifice de la croix de Jésus au Calvaire.

Mais le chrétien proclamant la mort célèbre aussi la résurrection, celle de Jésus à Jérusalem et celle de la foule immense des victimes de tous les temps. Le chrétien célèbre par-dessus tout la victoire finale dans l'avenir, à la fin des temps. Ceux qui boivent le sang du Christ communient avec lui dans son refus de la violence et du meurtre. Il a versé son propre sang et non celui d'un autre, coupable ou innocent.

En effet, au cœur de sa Passion, alors qu'il est traîné vers sa mort, Jésus de Nazareth étonne par son courage à souffrir, sa résistance et sa force contre la haine et la vengeance. Et son attitude scandalise ses fidèles qui auraient voulu rendre la pareille lorsqu'ils sont touchés dans leur foi et dans leur corps. L'évangile selon saint Jean rapporte : « *Alors Simon-Pierre, qui avait une épée, la tira, frappa le serviteur du grand prêtre et lui coupa l'oreille droite. Le nom de ce serviteur était Malchus.* » (Jean 18,11). Si Jean donne le nom de Pierre, Matthieu ne le cite pas, mais il ajoute la phrase bien dissuasive selon laquelle « *tous ceux qui prendront l'épée périront par l'épée* » (Matthieu 26,52).

Jésus enseigne que le nouveau Royaume qui s'inaugure par lui ne peut relever de la violence, de la guerre, de la vengeance. Ce n'est vraisemblablement pas la lecture de l'histoire que fera un Paul lorsqu'il vante, dans la synagogue, à Antioche de Pisidie, le « *bras puissant* » de Dieu qui a nourri pendant quarante ans dans le désert le peuple qu'il a fait sortir de

l'esclavage en Egypte et qui « *ayant détruit sept nations au pays de Canaan, il leur en accorda le territoire comme propriété* » (Actes des apôtres 13,19).

Sur ce chemin de Jérusalem où il va mourir, Jésus repousse l'idée de la vengeance, de la méchanceté. Il ne veut pas de la guerre. Lui qui est reconnu par certains comme le Messie, il refuse la voie de la violence. Des Zélotes, partisans de la lutte armée contre l'occupant romain le côtoient mais, à leur grande déconvenue, il refusera d'user de la violence même au cœur du conflit, lorsqu'on vient l'arrêter. Les disciples Jacques et Jean auraient voulu que le feu descende sur un village de Samaritains inhospitaliers pour le réduire en cendres (Luc 9,51-56).

Jésus enseigne la non-violence. Il renverse toute une histoire et apporte la révolution de passer de la violence à la non-violence. Toute l'histoire de l'Eglise enseigne à se méfier des faux prophètes, notamment ceux qui attribuent à Dieu leurs intentions belliqueuses et prédatrices.

Les chrétiens se sont méfiés de la guerre. Jusqu'au troisième siècle, ils tiennent à marquer leur différence¹. Ils respectent les instances politiques, notamment en

¹ Lire : Cyrille ATITUNG, « Les chrétiens face aux enjeux des conflits dans les premiers siècles », dans *Revue Africaine des Sciences de la Mission*, n° 37, décembre 2014, p. 71-96.

payant l'impôt, selon les prescriptions de Jésus lui-même. Mais ils refusent le métier des armes et même le service militaire. Lorsqu'un soldat s'est converti, ils lui demandent pratiquement la désobéissance, lui rappelant la règle : « Tu ne tueras point. » Les faveurs de l'empereur Constantin, au quatrième siècle, vont leur faire moduler autrement l'avis, lorsque leur religion devient pratiquement une religion d'Etat.

3. L'Afrique des pasteurs chefs de guerre

Dans l'histoire, des personnalités et des mouvements indépendantistes africains ont combattu l'ordre colonial sur le régime religieux et mystique. Tels furent, en RDC, Maria Nkoi chez les Ekonda de l'Equateur ou Kimpa Vita et Simon Kimbangu dans le Bas-Congo.

Dans les années soixante et soixante-dix, au vingtième siècle, les rébellions se voulurent plutôt d'inspiration marxiste. La plupart professaient volontiers l'athéisme même si les guerriers ne s'affublaient pas moins de fétiches et de gris-gris. Dans la pratique, beaucoup ont indexé la religion et les Eglises. Les missions catholiques et protestantes ont été ainsi détruites et des prêtres et des pasteurs tués comme suppôts du colonialisme ou du pouvoir étranger. La « révolution », anticléricale, entendait ainsi en finir avec l'œuvre missionnaire et coloniale.

A la fin du vingtième siècle et au début du vingt-et-unième, dans l'ère de la prolifération des « Eglises de réveil » et la profusion de la foi, les seigneurs de

guerre se présentent comme des pasteurs, s'ils ne le sont pas déjà avant de prendre les armes. Le Mouvement de Libération du Congo (MLC), par exemple, s'est donné comme slogan : « *Avec Dieu, nous vaincrons.* »

Les mouvements rebelles dits « politico-militaires » et les « groupes de prière » se sont parfois confondus dans les esprits. Ils ont recruté dans les mêmes viviers des adeptes devenus des combattants et vice versa. Les assemblées ne s'offusquent pas beaucoup d'invoquer le « Seigneur des armées », de prier pour la guerre.

De quel Seigneur est l'*Armée de résistance du Seigneur* (*Lord's Resistance Army, LRA*) du chef de guerre Joseph Kony ? Ce mouvement né en Ouganda en 1986 entend renverser le président Yoweri Museveni et instaurer un régime basé sur l'observance des dix commandements de Dieu. A la Noël 2008, les hommes de Joseph Kony ont massacré des dizaines de chrétiens réunis en prière dans une église protestante dans la région de Doruma, dans le nord de la province du Haut-Uélé, en République démocratique du Congo.

Dans la même RDC, de quel Seigneur se réclamaient les chefs du Mouvement rebelle du 23 mars (M 23) qui a sévi dans la province du Nord-Kivu ? Les responsables de ce mouvement ne resteront pas impunis, ont déclaré, le 5 décembre 2012, les membres du Comité permanent de la Conférence épiscopale nationale du Congo. Dans leur *Message sur la situation sécuritaire du pays*, les évêques ont rappelé : « *Après notre visite pastorale de solidarité à la population meurtrie dans le Nord et le Sud-Kivu au mois de sep-*

tembre 2012, en dépit de nos échanges avec le M 23 en présence de la population prise en otage à Rutshuru, la situation n'a fait qu'empirer. » Ils précisent même que « la chute de la ville de Goma a plongé tous les Congolais dans la consternation¹ ».

Les rebelles du M 23 avaient, en effet, pris la ville de Goma le 20 novembre 2012, après des semaines de siège. On n'en était pas à une première guerre dans le pays, et particulièrement dans l'est. La ville de Goma avait été le point de départ d'une guerre en 1998 et d'une autre en 1996. Elle l'avait échappé belle en 2009 alors que le chef rebelle Laurent Nkunda, présenté comme pasteur protestant évangélique, dirigeait le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP). Un accord de paix avec le Gouvernement avait été signé à Goma le 23 mars 2009. Des membres du CNDP, intégrés dans l'armée nationale et apparemment repentis depuis lors, se sont reconvertis en mouvement du M 23.

Les évêques catholiques avaient déjà dépêché, en mars 2009, une délégation pour une visite de solidarité et de consolation. Le 19 mars 2009, ils avaient fait la

¹ « Peuple congolais, lève-toi et sauve ta patrie. Fidélité à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale de la RD Congo (cf. 1Ma 14,35). Message du Comité permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) sur la situation sécuritaire dans notre pays, Kinshasa, 5 décembre 2012.

même route de Goma à Rutshuru, ils avaient traversé le parc de Virunga, et jusqu'au camp de déplacés de Kiwanja. Le 13 novembre 2008, des massacres perpétrés à Kiwanja par les rebelles du CNDP avaient arraché aux évêques une pathétique déclaration : « *La RD Congo pleure ses enfants, elle est inconsolable.* » Le 19 mars 2009, sept évêques étaient dans le camp pour consoler de vive voix les déplacés de Kiwanja.

Les médias s'amusaient, en novembre 2012, à décliner l'identité du président du mouvement rebelle du M23, qui a sévi dans le Nord-Kivu depuis le mois d'avril 2012. Jean-Marie Runiga est pasteur de son état.

Le mardi 20 novembre 2012, à Bunia, son Eglise *Jésus Seul Sauveur (JSS)* a été saccagée par la foule manifestant contre la prise de la ville de Goma, dans le Nord-Kivu, par le M 23. Un représentant des fidèles défendit la cause des siens en affirmant que leur Eglise est une Eglise de paix et que le choix de leur évêque (bishop) est un choix personnel. Se confiant au journaliste Innocent Olenga de Radio Okapi, Runiga explique plutôt une théologie de la guerre. Les questions du journaliste visent la cohérence de celui qui prend les armes : « *Est-ce que c'est compatible avec votre qualité d'homme de Dieu ?* »

La réponse est sans nuance : « *Vous savez, Dieu dit que le projet qu'il a formé sur nous n'est pas un projet de malheur, c'est un projet de paix et de bonheur. Mais je considère que mon peuple vit dans le malheur et il est de mon devoir en tant que berger de pouvoir faire tout ce qu'il faut pour la restauration de mon*

peuple. J'aime le Congo, j'aime les Congolais et c'est pourquoi en tant que serviteur de Dieu, je ne suis même pas le seul, il y a David, il y a Néhémie, il y a Daniel, qui ont fait le même travail pour son peuple. Donc, ce n'est pas en contradiction avec mon travail¹. » Et il évoque la légitime défense !

Le bishop Runiga a été déchu de la présidence du M 23. Deux camps se sont formés qui se combattirent à plusieurs reprises. Le 17 mars 2013, Runiga et des lieutenants, vaincus, s'enfuirent et trouvèrent le salut au Rwanda. L'Agence France Presse le cite : « *Je suis ici car la situation sur le terrain s'était dégradée (...). J'ai préféré sauver ma vie* », a déclaré M. Runiga dans le camp de transit de Nkamira, au cours d'un entretien avec la presse organisé par les autorités rwandaises. »

Un autre chef de guerre fut Azarias Ruberwa, pasteur président de l'Eglise *Restoration Church* alors qu'il dirigeait le mouvement rebelle du RCD/Goma avant de devenir vice-président de la République et ministre plus tard.

¹ http://radiookapi.net/actualite/2012/11/29/jean-marie-runiga-le-m23-na-jamais-voulu-faire-la-guerre-pour-defendre-ses-revendications/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A%20radiookapi%2Factu%20%28Radiookapi.net%29 (Consulté le 30 novembre 2012)

Le 20 octobre 2016, le groupe rebelle qui a affronté les Forces armées à Kabasha, à trois kilomètres de la ville de Butembo, dans le Nord-Kivu, s'appelait « corps du Christ ». Ses membres s'étaient rassemblés sur la colline dite « Mont Carmel ». Les accrochages avec l'armée nationale ont causé onze morts.

Des pasteurs furent bien des seigneurs de guerre, et des églises furent bien pillées, profanées.

4. Eglises profanées et pasteurs ciblés en RDC et au Rwanda

Les pasteurs et chefs de guerre n'ont pourtant pas épargné les églises. Un ancien porte-parole de la rébellion du Rassemblement Congolais pour Démocratie (RCD), Lambert Mende, devenu ministre du gouvernement national à Kinshasa, l'a révélé. Il dissimule à peine l'ironie en relevant le fait qu'à Kinshasa, l'occupation rwandaise et ougandaise, pendant la guerre de 1998 à 2003, n'avait pas la même résonance qu'au Kivu : « *Beaucoup d'acteurs politiques de la capitale manifestaient à cet égard un angélisme primaire et engageaient les Congolais à 'prier' ou à s'en remettre à la sagesse de 'la Communauté internationale'*. » A Goma, dès 1998 avec le RCD tout comme

¹ Lambert MENDE Omalanga, *Dans l'œil du cyclone. Congo-Kinshasa, les années rebelles 1997-2003 revisitées*, L'harmattan, Paris, 2008, p. 221.

en 2012 avec le M23, on ne s'embarrasse pas de scrupules sur la compatibilité entre guerre et religion. Les chefs rebelles ne se sont surtout pas fait de scrupules en profanant des églises ou en assassinant des chefs religieux.

De l'aveu de Lambert Mende, les troupes armées rwandaises, qui ont occupé l'est de la RDC de 1997 à 2003, tenaient l'Eglise catholique et la chefferie coutumière pour les « *leaderships parallèles* » qu'il fallait mettre au pas¹. Les deux représentaient la colonne vertébrale de la résistance du peuple et furent ainsi les premières cibles de l'offensive rwandaise. Si des chefs traditionnels ont pu se réfugier ailleurs, « *l'Eglise catholique paya le plus lourd tribut à la répression des envahisseurs*² ».

La pratique venait de loin : en 1994, à Kabgayi, au Rwanda, le lieutenant-colonel Jack Nziza, de l'Armée Patriotique Rwandaise, avait fusillé trois évêques... Monsieur l'abbé André Sibomana peut renseigner davantage. Avant de mourir à 43 ans en 1998 d'une hyperallergie, ce prêtre, journaliste et défenseur des droits de l'homme, avait vu paraître en 1997, en France, son livre-entretien si bien intitulé : *Gardons espoir pour le Rwanda. Entretiens avec Laure Guilbert*

¹ Lambert MENDE Omalanga, *Dans l'œil du cyclone*, p. 120.

² *Ibidem*, p. 118.

et *Hervé Deguine*¹. Voilà une source sûre de renseignement sur l'histoire générale du Rwanda et sur l'histoire de la guerre qui culmina dans le génocide de 1994.

En 2004, la question de l'implication de l'Eglise ou de ses serviteurs remonta bien à la conscience dans la foulée de la célébration des vingt ans du génocide rwandais et de tout l'arsenal des commémorations organisées à cet effet. A la célébration du centenaire de l'évangélisation du pays, l'Eglise catholique avait pu faire aussi son compte. On a dit que des évêques, des prêtres, des religieuses et religieux avaient pris part aux massacres de 1994. Le pape Jean-Paul II avait demandé que chacun ait le courage, dans ce cas, de porter la responsabilité de ses actes, sans éclabousser l'institution. Et lorsque vint le moment de demander pardon pour les crimes, des responsables d'Eglise, au Rwanda et à l'étranger, battirent leur coulpe au nom de l'Eglise. Pour marquer le jubilé de l'an 2000, les neuf évêques du pays demandèrent pardon pour la participation de chrétiens catholiques dans le génocide. Ils firent autant en faisant lire une lettre dans toutes les églises le dimanche 20 novembre 2016 à l'occasion de la clôture de l'Année de la miséricorde célébrée dans toute l'Eglise catholique. Les évêques demandèrent pardon pour le génocide en rappelant que des membres

¹ André SIBOMANA, *Gardons espoir pour le Rwanda*, deuxième édition augmentée, L'Harmattan, Paris, 2008.

de l'Eglise, laïcs ou ecclésiastiques, mais pas l'Eglise comme institution, avaient été coupables d'avoir violé les commandements de Dieu.

Mais nous n'avons pas encore entendu quelqu'un quelque part demander pardon à l'Eglise, victime ciblée dans ses œuvres et ses hommes, avant, pendant et après le génocide rwandais. Monsieur l'abbé Sibomana expliquait déjà les péripéties de cette haine plantée au plus profond des cœurs. Dans son propre village, il avait échappé à un empoisonnement minutieusement préparé. Il aurait pu l'avalier avec... le vin de messe ! Rien d'étonnant quand le prêtre avait déjà vu des fidèles arriver à l'église armés de machettes tout ensanglantées. Pour prier ?

Pour sa part, traqué durant cette période de la chasse généralisée de l'homme, il a eu la vie sauve grâce à un réflexe acquis depuis l'enfance. Gamin, il ne dormait que d'un œil et d'une oreille. Il avait appris à veiller, la moitié de la nuit, sur les chèvres de la maisonnée. La bonne habitude paya bien plus tard, lorsque vint le moment de se cacher, de prévenir de multiples embuscades et complots de sa vie d'adulte et de prêtre.

Et après la sale guerre civile du Rwanda, c'est à un ancien prêtre, ancien étudiant des Facultés catholiques de Kinshasa, que revint d'orchestrer la campagne d'accusation contre l'Eglise catholique. Mgr Augustin Misago, évêque de Gikongoro, sera plus tard arrêté, accusé de complicité au génocide par un ami d'enfance, Pasteur Bizimungu, le président de la République en personne. L'évêque fut acquitté le 15 juin 2000, après avoir purgé 428 jours de prison. Il fut libé-

ré sur pression de toutes parts. Il est mort le 12 mars 2012.

En juillet 2014, la ville de Kisangani, dans l'est de la RDC, proteste, rechigne à accueillir, même provisoirement pour un mois, des membres des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Le ministre de l'information Lambert Mende est envoyé par le gouvernement de Kinshasa pour expliquer. Les Rwandais ont accepté de déposer les armes, ils viennent des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, ils passeront par la province de l'Equateur avant de gagner des pays étrangers déjà prévus. Kisangani refuse, parce que la ville a subi, en l'an 2000, des massacres dans la suite des combats opposant, sur le territoire congolais, les armées rwandaise et ougandaise. Le ministre Lambert Mende est un témoin de première main. Il était alors membre du groupe rebelle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, allié à l'armée rwandaise.

Après le génocide de 1994, beaucoup de Rwandais ont quitté l'Eglise catholique et adhéré à des sectes, des Eglises de réveil. Ils disent y trouver le réconfort. Il faut souhaiter que dans les cœurs, ces nouvelles adhésions se fassent sur des bases plus solides que lors de l'évangélisation de masse antérieure dans l'histoire du pays. André Sibomana ne s'expliquerait pas autrement le fait que des chrétiens aient tué et sans trop de remords.

Du Rwanda, cette violence contre les ecclésiastiques s'est exportée au Congo. Le 29 octobre 1996, à Bukavu, l'archevêque Christophe Munzihirwa avait

été assassiné, à l'entrée de la première invasion de l'armée rwandaise, accompagnant l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL). On reprochait à l'archevêque de Bukavu ses lettres pastorales mettant en garde contre l'invasion des forces étrangères.

On connaît le sort réservé à Monseigneur Emmanuel Kataliko, successeur de Munzehirwa sur le siège de l'Eglise de Bukavu. Le 12 février 2000, Emile Ilunga, président du RCD-Goma, avait décidé de la relégation de l'évêque à Butembo. En escale à l'aéroport de Goma, au retour d'une réunion de la Conférence Episcopale Nationale du Congo à Kinshasa, il fut interdit de débarquer à Goma. Il était accusé d'avoir incité, par ses lettres pastorales et ses homélies, à la haine contre les Tutsi. Assigné à résidence pendant plusieurs mois à Butembo, il mourut à Rome le 4 octobre 2000. On a parlé d'épuisement. Dans la cathédrale Notre-Dame de la paix de Bukavu, le 29 novembre 2012, lors de la messe pour la commémoration de l'assassinat de Mgr Christophe Munzehirwa, Mgr François-Xavier Maroy, archevêque de Bukavu, a déclaré, dans l'homélie, que Mgr Emmanuel Kataliko avait été victime d'un empoisonnement¹.

¹ <http://pretredanslarue.blogspot.com/2012/10/bukavu-seizieme-anniversaire-du-martyre.html>

Parfois, une controverse s'est levée dans l'Eglise sur la conduite à tenir envers les chefs rebelles et leurs faits de guerre. Le discours sociopolitique des évêques parle de la souffrance du peuple en général et très peu de l'Eglise elle-même ou de la souffrance des ecclésiastiques. Le serviteur ne sera jamais au-dessus de son maître qui a subi la persécution, la calomnie jusqu'à la crucifixion et la mort. Le martyr restera, jusqu'à la fin des temps, la marque des disciples du Christ.

Mais le 19 novembre 1999, les évêques de la RDC ne peuvent s'empêcher de faire constater :

« Nous, Cardinal, Archevêques et Evêques de la République Démocratique du Congo, nous nous sommes réunis à Nairobi, en Assemblée Plénière ordinaire, du 15 au 20 novembre 1999. Nous rendons grâces à Dieu de nous avoir donné l'occasion et la possibilité de nous rencontrer tous ensemble –hélas à l'étranger- venus de tous nos diocèses des quatre coins de notre grand pays, pour tenir cette Assemblée, la dernière ayant eu lieu il y a plus de trois ans, en 1996¹. »

¹ Léon DE SAINT MOULIN et Roger GAISE N'ganzi, *Eglise et société. Le discours socio-politique des Evêques de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO)*, tome 2. *Messages, Déclarations et Points de presse des Evêques de la Conférence Episcopale Nationale du Congo et la Transition Politique (1996-2006)*, Facultés Catholiques de Kinshasa, 2008, p. 73.

La rencontre s'était tenue à l'étranger parce que la guerre avait rendu impossible les déplacements à l'intérieur du pays. Se retrouvant à Kinshasa huit mois plus tard, les évêques ne cachent pas leur joie, mais, écrivent-ils, « *autant nous nous réjouissons de nous être retrouvés en grand nombre dans la capitale, siège de notre Conférence épiscopale, autant nous regrettons que, à cause de la guerre, certains membres de notre assemblée n'aient pas pu être avec nous, alors qu'ils l'avaient ardemment désiré. Nous pensons d'une manière spéciale à S.E. Mgr Emmanuel Kataliko, Archevêque de Bukavu, qui, alors qu'il rentrait dans son diocèse après avoir pris part à la réunion statutaire du Comité permanent tenue à Kinshasa du 31 janvier au 05 janvier 2000, s'est vu empêché de regagner son diocèse et relégué de force au diocèse de Butembo-Beni depuis le 12 février jusqu'à ce jour. Nous protestons énergiquement contre cette relégation et marquons notre désapprobation pour le mensonge entretenu à ce sujet. Nous exigeons que, sans condition, le Prélat soit laissé libre de regagner son siège épiscopal¹.* »

Le journaliste Nicaise Kibel'Bel a souvent raconté comment, dans l'est du pays, de l'autre côté de la frontière tracée en plein milieu du pays, les évêques et l'Eglise catholique ont subi l'humiliation au quotidien.

¹ Dans Léon DE SAINT MOULIN et Roger GAISE N'ganzi, *Eglise et société*, p. 81.

Comment le mépris et la persécution se sont organisés en pleine et bonne conscience. Il faut le relire pour comprendre que la guerre fut aussi une attaque contre Dieu, contre tout ce qui représentait Dieu. L'image de Dieu a été désacralisée, profanée de multiples manières, à divers moments : les hommes et les femmes ont été violés ; les églises, profanées ; et les prêtres et évêques, humiliés, persécutés, tués...

Le journaliste a raconté, par exemple, la profanation de l'église de la paroisse catholique Notre-Dame de Lourdes de Mbingi dans le sud du territoire de Lubero. Un communiqué de l'évêque de Butembo-Beni, Mgr Melchisédech Sikuli, publié le 29 décembre 2001, renseignait que le 22 décembre, des rebelles du mouvement RCD/K-ML (Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani-Mouvement de Libération) de Mbusa Nyamwisi sont arrivés à Mbingi dans l'intention de déloger des miliciens maimai. Et pour se venger des prêtres de l'Eglise catholique accusés de mener une campagne de déstabilisation contre leur mouvement, ils ont ainsi pillé le presbytère, le couvent des religieuses et la maternité. Et dans l'église, ils ont coupé les bras de Jésus crucifié ; *« ils ont défoncé la porte de la sacristie, emporté ou déchiré les habits liturgiques et les vases sacrés, calices et ciboires, et sont même allés à l'autel et au chœur, où ils ont détruit le tabernacle, versé, dispersé et écrasé sur le pavé le Très Saint Sacrement »*. L'évêque de Butembo-Beni demanda ainsi une réparation : *« En guise de réparation de ce sacrilège sans précédent dans notre diocèse, je vous demande de faire*

de la dernière journée de l'année, non seulement une journée d'action de grâce, mais surtout de prière de demande de pardon au Seigneur, de pénitence, et de terminer par une heure d'adoration du très Saint Sacrement ».

Le dimanche 15 mars 2009, dans la cathédrale des saints martyrs de l'Ouganda, à Dungu, au diocèse de Dungu-Doruma, dans la Province du Haut-Uélé, Mgr Joseph Banga posait la question : Les rebelles ougandais auteurs des massacres dans la région se disent de l'armée du Seigneur. Quel Seigneur ?

L'évêque expliquait les lectures de la messe du troisième dimanche de carême. Comme il arrive toujours, selon la Providence du maître de l'histoire, l'évangile parlait de la purification du Temple (Jean 2, 13-25), et la première lecture de la messe avait rappelé les dix commandements de Dieu, dont le cinquième stipule : « *Tu ne tueras point.* »

Mgr Banga, évêque de Buta, alors vice-président de la Conférence Episcopale Nationale du Congo, conduisait une délégation de sept évêques en mission de réconfort et de solidarité avec les diocèses de Dungu-Doruma et de Goma victimes de la guerre et des exactions des rebelles ougandais de la LRA (*Lord's Resistance Army*, Armée de résistance du Seigneur) et des rebelles rwandais des FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda).

Le lundi 16 mars 2009, un hélicoptère de l'armée ougandaise, en opérations de démantèlement des bases de la LRA, a transporté la délégation des évêques

jusqu'à Doruma, à quelque sept kilomètres de la frontière soudanaise. Doruma, c'est presque la fin du monde et le début de l'enfer. A la Noël 2008, des rebelles ougandais avaient investi l'église protestante. Des dizaines d'hommes et de femmes étaient en prière. Les rebelles en ont massacrés pour inaugurer ainsi une ère de terreur dans toute la région.

Les évêques ont entendu les récits dans les camps de déplacés à Bamokandi et à Doruma. Ils entendirent bien plus encore que ce que les médias ou les rapports de l'évêque de Dungu-Doruma, Mgr Richard Domba, avait pu leur rapporter de vive voix lors des réunions épiscopales à Kinshasa.

Monseigneur Joseph Banga déclara, dans l'homélie, que les actes de la LRA ne pouvaient provenir que de personnes possédées par le diable.

A l'aéroport de Dungu, le général Aronda, chef des opérations militaires, qui mourra en 2015 à cinquante-six ans, reçut dans son bivouac les évêques qui allèrent le remercier pour le transport en hélicoptère. Leur parlant du « terroriste » Kony, il ne manqua pas de rappeler, sourire au coin, que ce dernier avait été catéchiste « comme vous ».

Les pasteurs et catéchistes devraient donner un autre exemple. Le pape François, pèlerin de la paix, s'y emploie, pour l'Eglise catholique et pour les autres leaders religieux.

5. François, pape de la non-violence

Son message pour la cinquantième Journée mondiale de la paix, le 1^{er} janvier 2017, est un appel sans réserve : « *La non-violence : style d'une politique pour la paix* ». Le pape François souhaite ainsi à l'humanité une éthique de la non-violence au moment où nous vivons « *une terrible guerre mondiale par morceaux* ».

Mais si le rapport entre les nations est concerné par la diplomatie vaticane, on aura retenu que ce pape n'a pas cessé de parler de la paix entre individus. La non-violence à laquelle il invite concerne les profondeurs de l'homme dans la triple dimension des relations interpersonnelles, sociales et internationales.

Dans les messes matinales célébrées dans la chapelle sainte Marthe, et dans plusieurs propos tenus à diverses occasions, devant les journalistes ou les cardinaux de la curie romaine, par exemple, le pape a souvent évoqué la « *parole qui tue* ». Dans la suite de la Bible et de la tradition de l'Eglise voire des autres religions, il dénonce ainsi à maintes reprises le colportage, la calomnie et la diffamation.

La médisance est bien une forme majeure de la violence, les mots blessent et tuent, soutient-il souvent devant les journalistes, qui peuvent être, dans le monde actuel auteurs de paroles qui tuent. Mais les professionnels des médias ne sont pas les seuls coupables. Tout utilisateur des moyens de communication sociale peut l'être aussi, en se rendant complaisants à écouter les colportages, par exemple. Mais aussi dans le « par-

tage » des colportages, sur internet, par exemple, avec les réseaux sociaux devenus à la portée de tous.

Deux images du voyage du pape François en Terre Sainte, du 24 au 26 mai 2014, auront été les plus saisissantes, les plus « aimées » et « partagées » sur Facebook. La première montre le Saint-Père avec le président israélien Shimon Peres. Ils plantent ensemble un jeune olivier, symbole de la paix.

La Terre Sainte évoque trop la mémoire de la violence, et tout geste de paix retient l'attention, déclenche des souhaits parfois démesurés. Les médias n'avaient-ils pas estimé que ce voyage serait des plus périlleux ? Attachés à Jésus, le prince de la paix, des chrétiens se sentent touchés dans leur foi de constater que cette Terre si sainte se déchire dans une guerre qui ne laisse pas entrevoir une issue prochaine. Jésus aurait-il échoué, lui qui a vaincu la mort ? Faut-il attendre son dernier retour, lorsqu'il aura instauré la paix partout ailleurs pour enfin accréditer sa puissance sur sa terre natale ? Suivre le pape François, cinquante ans après un premier voyage de son prédécesseur Paul VI, focalisait des attentes justifiées sur chacun de ses gestes.

La deuxième image montre le pape, le 26 mai 2014, dans une accolade à trois avec un imam et un rabbin devant le Mur occidental de Jérusalem. Le musulman et le juif sont deux vieux amis de l'archevêque de Buenos Aires, le cardinal Bergoglio devenu le pape François. Il les a invités exprès pour l'accompagner

dans ce voyage. Ce pape que l'on dit stratège, qui mise sur des symboles et en pose comme des grains jetés en terre, voulait sans doute prêcher par ce voyage lui-même. L'accolade prêchait par elle-même la symphonie des trois religions en faveur de la paix.

Et ce voyage mémorable, par bien des questions qu'il suscite, pousse la réflexion sur les implications des religions dans les guerres de l'humanité à travers l'espace et le temps. La paix est-elle vraiment désirée par les chefs religieux ? Et les fauteurs de guerre sont-ils vraiment des proscrits de Dieu ? Qu'auraient pu et que peuvent réussir les religions dans la recherche commune de la paix ?

Le cardinal Jean-Louis Tauran, président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, a lui aussi retenu l'accolade de François avec ses amis musulman et juif comme symbole de ce voyage en Terre Sainte. Et il a épinglé l'invitation au Vatican adressée par le pape au président israélien Shimon Peres et au président palestinien Mahmoud Abbas. Le pape offrait sa maison pour une commune « *invocation pour la paix* ».

A la veille du voyage du pape, le cardinal Tauran avait déclaré au journal du Vatican *L'Osservatore romano* : « *Il n'existe pas de religion au monde qui prêche la violence. Et il n'existe pas dans le monde de guerres de religion. Et encore : il n'existe pas de religion qui ne soit source de réconciliation, d'harmonie, de paix.* »

Le soir du dimanche de la Pentecôte, 8 juin 2014, le pape François a bel et bien reçu au Vatican l'Israélien Shimon Peres et le Palestinien Mahmoud Abbas. A l'invitation du même pape, le patriarche œcuménique de Constantinople, Bartholomée 1^{er}, s'était joint aussi à la prière pour la paix.

Mais la prière n'était pas une « prière commune ». Chacun a prié selon sa foi, convaincu que la prière peut inspirer la paix. La même paix : *shalom, salam* ! La différence des religions demeure, mais le refus de la guerre et la volonté de la paix rassemblent bien l'humanité et les chefs religieux. Les chefs politiques, dont le mandat comporte aussi la nécessité de penser à la défense de la patrie, ne devraient pas se soustraire au devoir universel de l'humanité de rechercher et de bâtir la paix. Dans la relation d'interdépendance, les chefs religieux, sans convoiter le leadership politique, devraient rappeler à la conscience des politiques ce devoir intrinsèque de l'humanité.

Dans les jardins du Vatican, Israéliens et Palestiniens, juifs, chrétiens et musulmans ont offert leur « prière pour la paix pour la Terre Sainte et ses habitants », sans oublier tout le Proche et le Moyen Orient. Les quatre personnalités ont planté un petit olivier, signe de paix et d'unité par-delà les cultures, les patries, les langues et les religions.

Dans son propos de circonstance prolongé en prière, le pape François a rappelé à tous : « *Pour faire la paix, il faut du courage, bien plus que pour faire la guerre. Il faut du courage pour dire oui à la rencontre et non à l'affrontement ; oui au dialogue et non à la*

violence ; oui à la négociation et non aux hostilités ; oui au respect des accords et non aux provocations ; oui à la sincérité et non à la duplicité. Pour tout cela, il faut du courage, une grande force d'âme. L'histoire nous enseigne que nos forces ne suffisent pas. Plus d'une fois, nous avons été proches de la paix, mais le malin, par divers moyens, a réussi à l'empêcher. C'est pourquoi nous sommes ici, parce que nous savons et nous croyons que nous avons besoin de l'aide de Dieu. »

En Terre Sainte, le pape l'avait exprimé autrement. Rencontrant 600 réfugiés syriens et irakiens à Béthanie, il avait dit : *« Que tous abandonnent la prétention de laisser aux armes la solution des problèmes et que l'on revienne sur le chemin de la négociation. (...) Que Dieu convertisse les violents et ceux qui ont des projets de guerre, que Dieu convertisse ceux qui fabriquent et vendent les armes, qu'il fortifie les cœurs et les esprits des artisans de paix. »*

A des responsables musulmans, à Jérusalem, le pape avait souhaité : *« Que personne n'instrumentalise par la violence le Nom de Dieu. »*

On retiendra bien que cette nouvelle initiative de paix ne pouvait certes pas plaire au « malin ». Elle ne pouvait même pas arracher l'assentiment de tous. Le pape lui-même a reconnu, dans une interview, que 99% de certains milieux du Vatican étaient sceptiques. Et comment les sceptiques n'auraient-ils pas trouvé une justification, leur droit de douter quelques semaines plus tard ? En effet, un mois à peine plus tard, en juillet 2014, la Terre Sainte avait résonné de

bombes. Des dizaines de morts sont tombés dans la bande de Gaza et en Israël.

Une fois de plus, le pape pria pour la paix, et il en appela à briser cette spirale de la haine et de la violence. Le 13 juillet, il rappela la rencontre du 8 juin. Il souligna qu'elle n'avait pas eu lieu en vain. Et il préconisa à nouveau le chemin de la prière, du dialogue et de la réconciliation.

A la prière de l'angélus du 27 juillet, juste à la veille du centième anniversaire de la Première Guerre mondiale, le pape s'adressa aux « fauteurs de guerre » : « *Arrêtez-vous !* ». Il stigmatisa les conflits en cours au Proche-Orient, en Irak et en Ukraine. Et il a décoché cette phrase : « *On perd tout avec la guerre, on ne perd rien avec la paix.* »

Le 13 septembre 2014, le pape a célébré une messe au cimetière militaire austro-hongrois de Redipuglia, dans le nord de l'Italie, en mémoire des victimes de la Première guerre mondiale. Il a demandé de faire mémoire de toutes les victimes de toutes les guerres. Et il a déploré la « folie » de la guerre : « *Alors que Dieu dirige sa création, et que nous les hommes, nous sommes appelés à collaborer à son œuvre, la guerre détruit. Elle détruit aussi ce que Dieu a créé de plus beau : l'être humain. La guerre défigure tout, même le lien entre frères. La guerre est folle, son plan de déve-*

loppement est la destruction : vouloir se développer au moyen de la destruction¹ ! »

Le lendemain, dimanche 14 septembre, l'Église célébrait la Croix glorieuse. A l'angélus, le pape revint sur sa visite à Redipuglia : « *"J'ai prié pour les morts causées par la Grande Guerre. Les chiffres sont effrayants : on parle de 8 millions de jeunes soldats tombés et d'environ 7 millions de civils. Cela nous fait comprendre à quel point la guerre est une folie ! Une folie de l'humanité qui n'a pas encore appris la leçon, parce qu'il y a eu ensuite une seconde guerre mondiale et tant d'autres qui sont toujours aujourd'hui en cours². »*

Jusqu'où les paroles du pape parvinrent-elles ? Quand l'humanité apprendra-t-elle les leçons de l'histoire ? Y avait-il une chance d'être entendu lorsque crépitent les armes ? La religion comme voie de la paix et de la réconciliation, voilà qui n'appartient pas à toutes les revendications connues dans le monde. Car,

¹ Lire sur : http://www.zenit.org/fr/articles/la-guerre-est-une-folie-son-plan-de-developpement-c-est-la-destruction?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+zenit%2Ffrench+%28ZENIT+French%29.

² <http://www.zenit.org/fr/articles/la-guerre-une-folie-de-l-humanite-qui-n-a-pas-encore-appris-la-lecon>

en 2014, par exemple, des fanatismes religieux ne manquent pas de s'imposer par leur violence. La secte musulmane Boko Haram enchaîne des morts et des raptés au Nigeria et dans le nord du Cameroun.

L'archevêque d'Abuja, le cardinal John Onayekan, a beau protester contre le cliché et déclarer qu'il ne s'agit pas ici d'une guerre des religions mais d'un conflit politique généralisé et un problème de mauvaise gouvernance¹. En République Centrafricaine, les médias ne pointent que la guerre entre chrétiens et musulmans. L'évêque de Bossangoa, Mgr Nestor-Désiré Nongo-Aziagbia, accuse plutôt une crise économique et politique, née de la concurrence entre entreprises françaises et chinoises, visant l'exploitation des ressources minières². Le 16 avril 2014, Mgr Nongo a lui-même échappé à la mort après avoir été pris en otage par des miliciens du mouvement Seleka. Des membres du même mouvement ont assassiné, le 18 avril 2014, monsieur l'abbé Christ Forman Wilibona.

Pour sa part, l'archevêque de Bangui, Mgr Dieu-donné Nzapalainga, qui sera créé cardinal par le pape François le 19 novembre 2016, sillonnait le monde en compagnie de l'imam. Pour relancer le dialogue et offrir un modèle de paix et de réconciliation et rappeler

¹ Cf. Jean-Baptiste MALENGE Kalunzu, *Jésus au bout du clic. L'Église répond à la communication*, Baobab, Kinshasa, 2014, p. 12.

² *Ibidem*, p. 11.

par l'image le fait que les violences en République centrafricaine ne sont pas d'ordre religieux, le nouveau cardinal s'est rendu dès le 22 novembre 2016 à la Mosquée de Rome. Il était accompagné de l'imam de Bangui, Kobine Layama et du pasteur Philippe Sing-Na, devenus depuis quelques temps des pèlerins de la paix avec l'archevêque catholique. Ensemble, ils posent des symboles dans le pays pour dénoncer une lecture biaisée mais bien commode qui associe guerre et religion en Centrafrique.

Conclusion

Comment éviter d'associer guerre et religion lorsque des seigneurs de guerre se font reconnaître en même temps comme des pasteurs d'Eglises et invoquent Dieu dans leurs campagnes militaires ?

Le temps est bien loin où l'humaniste Erasme tenait la guerre pour la pire des impiétés : « *La guerre est chose si féroce qu'elle est faite pour les bêtes et non pour les hommes ; c'est une démence envoyée par les Furies, selon la fiction des poètes, une peste qui détruit les mœurs partout où elle passe, une injustice, puisque les pires bandits sont d'habitude les meilleurs guerriers, une impiété qui n'a rien de commun avec le Christ¹.* »

¹ ERASME, *Eloge de la folie*, Un document produit en version numérique par Pierre Palpant,

Le monde aime reprendre aujourd'hui les paroles du pape répétées à l'occasion de la célébration, le 1^{er} janvier, de la Journée mondiale de la paix. Les papes font prier pour la paix, pas pour la guerre. Dans l'histoire de l'Eglise, on a bien prié pour la guerre « sainte » du temps des croisades, par exemple. Dans la Bible, le peuple d'Israël prie aussi le « *Seigneur des armées* ». Mais la guerre n'est jamais sainte !

Le Seigneur s'est toujours révélé comme un *Dieu désarmé*.

Conclusion

Je termine la rédaction de ce texte le vendredi 30 décembre 2016 à Assise en Italie. L'esprit de la paix habite ce lieu, comme l'ont reconnu et attesté des leaders religieux venus ici sur la tombe de saint François à l'invitation et en compagnie du pape. C'était le cas avec le pape François le 20 septembre 2016, à l'occasion du trentième anniversaire de la toute première rencontre convoquée par le pape Jean-Paul II le 27 octobre 1986, année internationale de la paix proclamée par les Nations Unies. Depuis lors, des personnages aussi emblématiques y sont passés, en 1993, 2002 et 2011 : Le Dalai Lama, Yasser Arafat, Mère Teresa de Calcutta, Chiara Lubich...

François d'Assise était un messager de la paix. Il a fait la guerre. Il a même été prisonnier de guerre. On peut croire que c'est une légende qui raconte comment il convertit le loup qui terrorisait la ville de Gubbio, le rendant docile comme un agneau. Mais c'est de l'histoire vraie qu'à vingt ans, en 1202, le jeune homme avait participé à la guerre menée par sa ville d'Assise contre celle de Pérouse. Il y eut beaucoup de morts. Assise fut vaincue. François fut parmi les prisonniers de guerre. Il subit ensuite une grave maladie. Mais c'est lors d'une autre expédition militaire, en 1205, qu'il entendit une voix lui dire : « *Ici n'est pas ton chemin.* »

Converti plus tard, vidé de ses ambitions et des illusions de la vie mondaine, le jeune homme qui rêvait de gloire et de richesse échangea un jour, à Rome, ses somptueux habits avec ceux d'un mendiant. Il épousa l'humilité et Dame Pauvreté. Un autre jour, à Assise, il donna le baiser de la paix et de l'amour à un lépreux. C'était le Christ ! Dans la petite église saint Damien, Jésus crucifié lui prescrivit distinctement sa mission : « *Va, François, répare ma maison qui tombe en ruines !* »

Et la maison à restaurer était physique et matérielle mais surtout spirituelle. François a été ambassadeur de paix. Deux ans avant sa mort, il a réconcilié le prince, le podestat et l'évêque du lieu, associant le peuple tout entier à célébrer le pardon et la réconciliation. C'est pour l'occasion qu'il ajouta au célèbre « cantique des créatures » la strophe qui exalte ceux qui pardonnent et font la paix : « *Loué sois-tu, mon Seigneur, pour ceux qui pardonnent par amour pour toi et supportent épreuves et maladies ; heureux s'ils conservent la paix, car par toi, le Très-Haut, ils seront couronnés.* »

François avait déjà été précurseur du dialogue inter-religieux. Il avait été accueilli par le sultan Al-Kamil en Egypte, pendant une Croisade. Il n'avait pas converti le musulman, et celui-ci ne lui a fait aucun mal.

Aujourd'hui, leaders religieux et représentants du monde politique et culturel vénèrent l'esprit d'Assise comme expression de la soif commune de paix, de réconciliation et de fraternité. Les rencontres d'Assise se sont tenues respectivement pendant la Guerre froide, les conflits dans l'ex-Yougoslavie en 1993 et la suite

des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis d'Amérique.

Aujourd'hui, nous vivons bien la « troisième guerre mondiale par morceaux », selon l'expression du pape François. A l'entrée de la Basilique Saint François ou de la Basilique Sainte Marie des Anges, au sanctuaire de la Portioncule, à Assise, des militaires procèdent à des fouilles. Comme à la Place Saint-Pierre à Rome. Comme à d'autres lieux touristiques à Paris, Bruxelles, Londres, Munich... Aux principales entrées de la Cité du Vatican, ce ne sont pas les débonnaires gardes suisses qui vous surveillent. Ce sont de vrais soldats de l'armée italienne. Ils portent de vrais fusils de guerre... L'Europe, jadis réputée comme havre de paix, inspire la terreur. Il est plus rassurant aujourd'hui de prendre l'avion pour Kinshasa que pour Bruxelles.

Le 30 décembre 2016, à Kinshasa, des négociations pour une sortie de crise sont fort avancées, sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo. Voilà bien des années que la paix tarde à se stabiliser. Les esprits sont à exorciser comme François le fit pour sa ville.

Au Centre interdiocésain de Kinshasa, siège du secrétariat général de la Conférence épiscopale nationale du Congo, sont réunis des assoiffés de guerre plutôt que des assoiffés de paix. A maintes reprises, les tenants du pouvoir, dont la plupart sont d'anciens rebelles armés, ont réprimé dans le sang des revendications socio-politiques. En face, des membres de l'opposition politique, dont la plupart sont d'anciens rebelles armés, ont plusieurs fois démontré leur capaci-

té de nuisance en pillant et en détruisant voire en donnant la mort par la main de jeunes gens dressés à cet effet. Quant à la société civile, troisième composante au dialogue, ses représentants, dont beaucoup sont aussi d'anciens rebelles armés, font la synthèse des uns et des autres. La société civile comprend aussi des « leaders religieux ». Elle excelle bien dans la « parole qui tue ». Bref, les protagonistes de la crise du Congo-Kinshasa auraient bien besoin d'entendre le pape François sur la non-violence, thème qu'il a choisi pour le 1^{er} janvier 2007, cinquantième Journée internationale de la paix. Les uns et les autres devraient adopter la non-violence comme style de vie, s'accepter dans le dialogue et décider de construire la paix par la raison et la volonté. Par deux fois, le 17 novembre et le 21 décembre 2016, le Saint-Père a adressé à cet effet un message au peuple et aux leaders de la RDC.

Dans la foule des pèlerins qui se recueillent sur la tombe de saint François d'Assise, j'ai prié pour la paix en RDC. Assurément, les pèlerins invoquent d'abord l'intercession du saint pour obtenir du Seigneur la même paix, à l'intérieur de soi-même et au-dehors, dans la ville, le pays et le monde entier.

La conversion est attendue par tous. Le cœur de l'homme est obscur, malade et compliqué. Il médite le mal. Il n'aime que la violence.

Voilà des échos de la Bible. La solution de Jésus de Nazareth, prince de la paix, fut la non-violence. Il le paya de sa vie. La croix restera désormais signe du sacrifice de soi, de sa propre vie plutôt que de celle des autres. Jusqu'à quand ce signe restera-t-il dressé sur le

monde, droit pour défier les intentions et les actes criminels ? Il n'est pas jusqu'aux disciples de Jésus à se comporter en ennemis de la croix.

Tous ont soif de la vengeance. Au quotidien, chacun se rend justice, se disculpe à bon compte, mais accable toujours les autres. Et chaque génération semble n'ajouter qu'un nouveau style de la même vieille méchanceté chevillée au cœur de l'homme. Dans l'ère de l'internet et de nouvelles technologies de l'information et de la communication, menaces et morts sont les meilleurs objets d'échange à travers le monde. Les descendants d'Adam et Eve sont aussi les frères d'Abel et Caïn. Comme Caïn, ils aiment tant la guerre. Ils l'inventent, l'incitent quand elle ne peut survenir malgré toutes les causes, bonnes ou mauvaises. Et qu'est-ce que le bien ? Qu'est-ce que le mal ?

Ils aiment tant la guerre. Il faut leur rappeler que la guerre est un crime. Vouloir et penser la paix est la seule ressource qui marquera encore l'homme conscient de porter en lui le signe de la mort inéluctable.

Inventer la paix peut marquer une société et une civilisation. Dans l'Afrique contemporaine, nous voilà en train de considérer de haut le passé des décennies antérieures lourdes de la mort infligée par la colonisation, par exemple, ou des régimes dictatoriaux. Mais la violence implacable ne caractérise-t-elle pas nos années de pluralisme politique et de démocratie ?

Vivre la différence et le pluralisme, le vivre dans des institutions, c'est justement le but proclamé de la

démocratie. Pour y accéder, voilà, notamment, la formule des élections. Mais aucune période de l'année ne semble plus violente que la période électorale. Parce que le pouvoir, impensé, est une attraction mortelle et mortifère. Le cœur de l'homme est obscur. Les désirs inassouvis le ramènent à la sauvagerie. L'homme se révèle même plus violent que la bête. Il est méchant.

Finalement, les livres de religion, tous les livres de toutes les religions, et les religions non-écrites ne visent qu'à nous rappeler le besoin d'exorciser en nous-mêmes d'abord le démon de la guerre, de la violence. Et c'est le seul prix pour gagner la paix, fût-elle provisoire.

Un effort de volonté et de rationalité commande notre vivre-ensemble dans un monde des droits de l'homme. L'histoire en a montré et en montre assez des inconséquences, des incohérences du comportement belliqueux. L'homme n'aura jamais appris assez de son histoire.

La guerre est un crime. Si c'est un cri jailli du cœur de l'homme, on aura compris qu'il se revendique aussi comme le fruit de la raison et de la volonté têtue contre les évidences.

On choisit la guerre ou la paix. La guerre est un crime.

L'auteur



Jean-Baptiste MALENGE est né le 6 mai 1960 à Gungu en République démocratique du Congo. Prêtre, missionnaire oblat de Marie Immaculée, il enseigne la philosophie et la communication à l'Institut saint Eugène de Mazenod de Kinshasa. Blogueur, journaliste et

écrivain, il est correspondant de Radio Vatican depuis 1992.

jbmalenge@gmail.com

@jbmalenge

<https://pretredanslarue.blogspot.it/>

<https://www.facebook.com/jbmalenge>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Baptiste_Malenge_Kalunzu



Editions Baobab

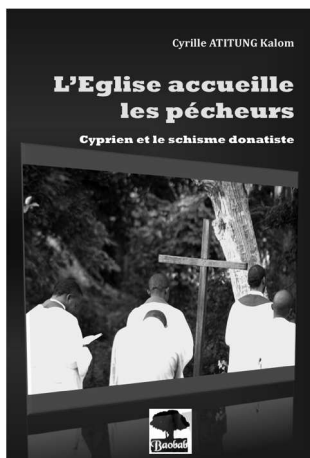
Missionnaires Oblats de Marie Immaculée

B.P. 8251 Kinshasa I

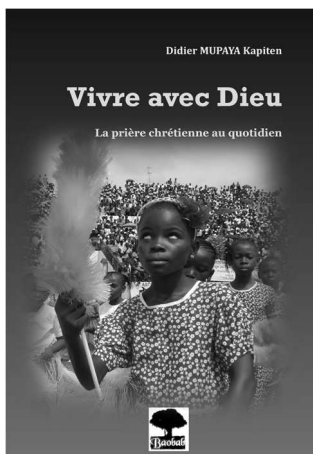
R.D. CONGO

baobab@isemomi.org

Dernières publications



Cyrille Atitung, *L'Eglise accueille les pécheurs. Cyprien et le schisme donatiste.*



Didier Mupaya, *Vivre avec Dieu. La prière chrétienne au quotidien.*